

Conditions d'utilisation des contenus du Conservatoire numérique

1- [Le Conservatoire numérique](#) communément appelé [le Cnum](#) constitue une base de données, produite par le Conservatoire national des arts et métiers et protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle. La conception graphique du présent site a été réalisée par Eclydre (www.eclydre.fr).

2- Les contenus accessibles sur le site du Cnum sont majoritairement des reproductions numériques d'œuvres tombées dans le domaine public, provenant des collections patrimoniales imprimées du Cnam.

Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 :

- la réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur ; la mention de source doit être maintenue ([Cnum - Conservatoire numérique des Arts et Métiers - http://cnum.cnam.fr](#))
- la réutilisation commerciale de ces contenus doit faire l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

3- Certains documents sont soumis à un régime de réutilisation particulier :

- les reproductions de documents protégés par le droit d'auteur, uniquement consultables dans l'enceinte de la bibliothèque centrale du Cnam. Ces reproductions ne peuvent être réutilisées, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

4- Pour obtenir la reproduction numérique d'un document du Cnum en haute définition, contacter [cnum\(at\)cnam.fr](mailto:cnum(at)cnam.fr)

5- L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

6- Les présentes conditions d'utilisation des contenus du Cnum sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

Auteur(s)	Exposition universelle et internationale. 1889. Paris.
Auteur(s) secondaire(s)	Chautemps, Émile (1850-1918) ; Paoletti, François Xavier (1846-1940)
Titre	Centenaire de la révolution française. Discours de M. Emile Chautemps, président du conseil municipal de Paris de février à novembre 1889
Adresse	Paris : librairie A. Hennuyer, 1890
Collation	1 vol. (VIII-148 p.) ; 23 cm
Nombre de vues	156
Cote	CNAM-BIB 8 Xae 334
Sujet(s)	Exposition internationale (1889 ; Paris) Discours français
Thématique(s)	Expositions universelles
Typologie	Ouvrage
Langue	Français
Date de mise en ligne	26/01/2023
Date de génération du PDF	16/02/2023
Permalien	http://cnum.cnam.fr/redir?8XAE334

~~17. 8° Xae H. 2r. H.~~

8° Xae 334

DISCOURS
DE
M. ÉMILE CHAUTEMPS

PARIS. — TYPOGRAPHIE A. HENNUYER, RUE DARCET, 7.

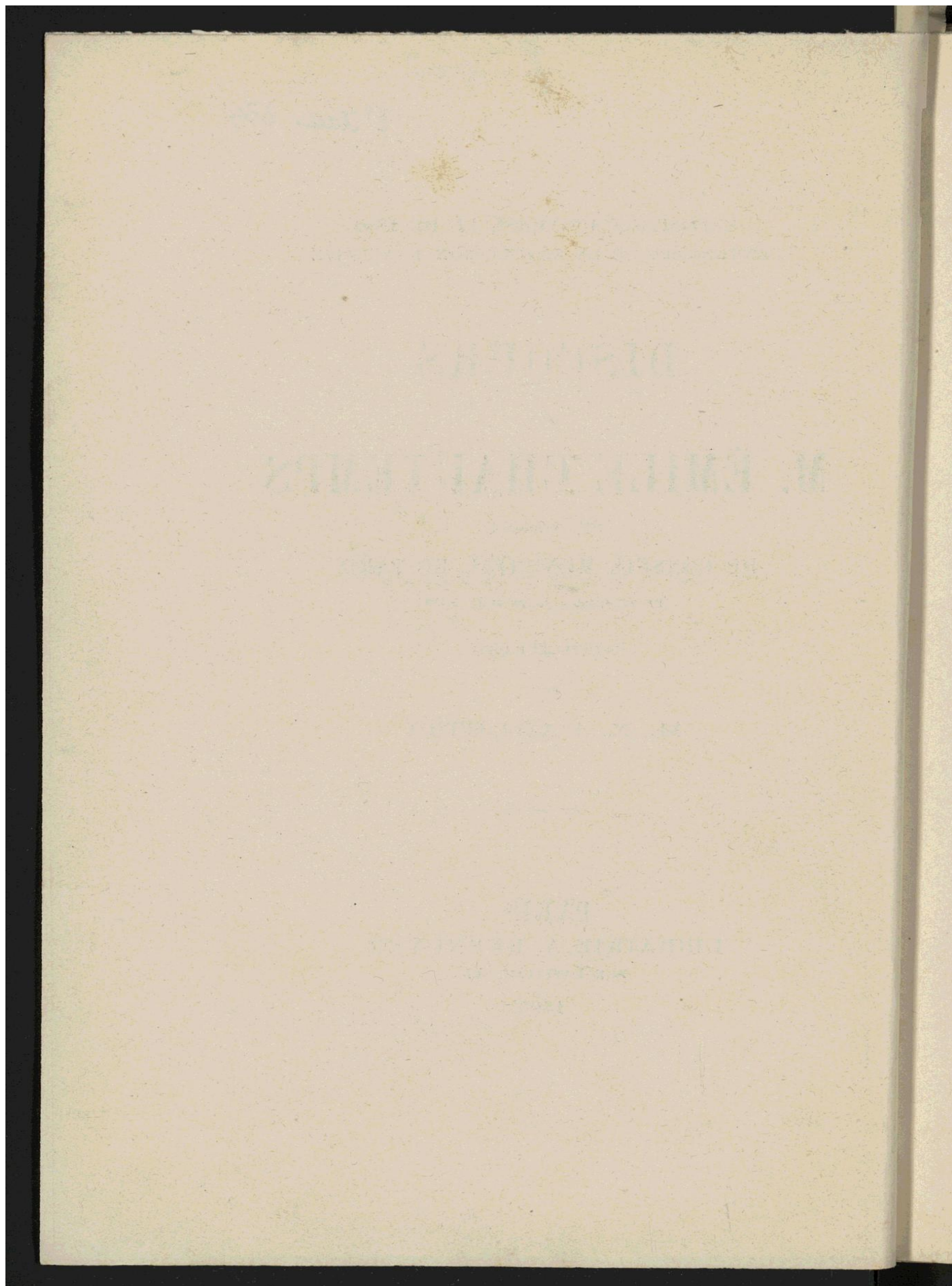
8 483

8° 2ae 334

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1889
CENTENAIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

DISCOURS
DE
M. ÉMILE CHAUTEMPS
PRÉSIDENT
DU CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS
DE FÉVRIER A NOVEMBRE 1889
RECUEILLIS
PAR
M. X. PAOLETTI

PARIS
LIBRAIRIE A. HENNUYER
RUE LAFFITTE, 47
—
1890



PRÉFACE

Les fêtes qui se sont succédé à l'Hôtel de ville, pendant l'Exposition universelle de 1889, marqueront dans nos annales municipales dont elles seront une des pages les plus belles et les plus intéressantes. C'était à l'Hôtel de ville, en effet, berceau de nos libertés municipales, d'où partit, il y a près de cent ans, le signal de la chute de la monarchie, que le centenaire de notre grande Révolution devait trouver son apothéose.

Aussi la municipalité de Paris n'a-t-elle pas failli à sa haute mission.

Ouvrant toutes grandes et à tous les portes de la maison commune, elle y a souhaité la bienvenue aux divers peuples de la terre venus au milieu de nous pour admirer les merveilles de notre industrie et les splendeurs de notre capitale.

Suisses, Belges, Tchèques, Hongrois, Italiens, Espagnols, Suédois, Anglais, Américains, tous y ont été reçus avec une affabilité et une simplicité pleines de grandeur ; tous y ont fraternisé avec le peuple français, attiré du fond de nos provinces par la magnificence et la cordialité de ces réceptions.

Ce fut un spectacle grandiose et superbe que celui de ces hommes accourus de tous les points du globe, défilant sur la place de l'Hôtel de ville avec leurs bannières nationales, acclamant Paris et son génie civilisateur, fêtant la fraternité universelle, nous pourrions dire la Révolution, opposant ainsi la solidarité des peuples à l'absentement des monarques.

Ceux qui, comme nous, ont eu le bonheur de participer à ces fêtes et de les suivre jusqu'au bout, en conserveront un souvenir impérissable.

La commission municipale des fêtes a pensé, sur la proposition de l'un de ses membres, M. Hippolyte Stupuy, qu'il y avait lieu, dans l'intérêt de notre histoire municipale, de réunir

en un volume les allocutions si vibrantes de patriotisme que M. Chautemps, président du Conseil municipal de Paris, adressa à nos hôtes pendant cette brillante période.

Ce recueil sera forcément incomplet ; il ne contiendra, en effet, que les discours imprimés dans le *Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris* ; mais que d'autres ont été omis qui pourraient tenir leur place dans ce volume ; car chaque jour amenait une cérémonie nouvelle, les improvisations se succédaient et la presse n'était pas toujours là pour les noter au passage (1).

Il manquera au lecteur, pour ressentir au même degré que nous les émotions patriotiques par lesquelles nous avons passé, le cadre imposant que faisaient à l'orateur les drapeaux de toutes les nations qui flottaient aux fenêtres de l'Hôtel de ville et dans la salle même des séances du Conseil municipal, et ces délégations

(1) Il manque notamment, dans ce recueil, les discours prononcés aux réceptions des instituteurs belges, des ouvriers portugais, et de la délégation ouvrière irlandaise.

chaque jour différentes par le langage et par le costume qui étaient venues apporter à la France et à Paris le témoignage de la reconnaissance des peuples.

X. PAOLETTI.

DISCOURS INAUGURAL DE PRÉSIDENTENCE

22 FÉVRIER 1889.

Ce discours, dont la lecture fut coupée par de violentes interruptions, reflète l'agitation produite dans les esprits par les succès du boulangisme. Le général Boulanger avait été élu le 27 janvier par le département de la Seine, et c'était la première fois que le Conseil municipal de Paris se réunissait depuis cet événement.

MESSIEURS,

En prenant possession du fauteuil présidentiel, j'ai déjà eu l'honneur, au nom de mes collègues du Bureau et au mien, de vous remercier du témoignage de confiance que vous avez bien voulu nous donner (1) ; je le fais volontiers une seconde fois, en vous renouvelant l'assurance que tous nos collègues, de quelque parti qu'ils soient, pourront compter sur notre absolue impartialité. (*Assentiment.*)

Les membres de ce Bureau appartiennent à tous les groupes républicains du Conseil ; tous, pourtant,

(1) Il est d'usage, au Conseil municipal, que le discours inaugural soit prononcé à la séance qui suit celle de l'élection. Ce discours est toujours lu.

nous présentons un caractère commun qu'il n'est pas sans intérêt, dans les circonstances actuelles, de rappeler : c'est la netteté de notre attitude à l'égard des menées césariennes.

Si je fais allusion à la dernière campagne électorale, ce n'est pas, croyez-le bien, dans le but de récriminer ; au lieu de vaines protestations, ne vaut-il pas mieux chercher à dégager des faits les enseignements qu'ils comportent ? (*Approbaton.*)

Il est un point qui doit être tout d'abord, et par son évidence même, placé hors du débat : c'est que Paris, le 27 janvier, ne s'est point prononcé contre la République.

Ne serait-ce pas calomnier la grande cité, dont l'histoire est faite de luttes héroïques et de révolutions qui, toutes, ont eu pour cause un instinct irrésistible de justice et de liberté, que de la croire capable de demander un maître ? (*Très bien !*)

Cette élection a été le produit de facteurs divers ; cependant, si complexe qu'ait été dans ses causes le verdict rendu par le peuple de Paris, et quelque influence qu'il faille attribuer au malaise économique dont la France, de même que la plupart des pays de l'Europe, souffre depuis plusieurs années, il est certaines indications qui ont paru à la majorité du Bureau ressortir très clairement.

Les électeurs de Paris sont fatigués d'une politique où les discours tiennent plus de place que les

actes (*Très bien !*) et ils réclament une constitution qui, n'étant plus l'organisation de l'impuissance, permette une marche plus résolue ; ils aspirent non moins ardemment après une politique franchement dégagée des coteries... dégagée, dis-je, des coteries qui ont trop souvent substitué leurs mesquines combinaisons aux intérêts supérieurs du pays. (*Très bien !*) Paris, en un mot, a voulu dire qu'il était grand temps de briser les moules des anciens groupements politiques et de s'unir pour marcher hardiment dans la voie du progrès social. (*Nouvelles approbations.*)

Aussi croyons-nous que, pour apaiser les esprits et ramener les républicains mécontents, point n'est besoin d'armer le Gouvernement de lois d'exception ; pour faire rentrer dans le néant les partis qui osent la braver (*Applaudissements*), la République n'a qu'à se débarrasser des serviteurs qui la trahissent (*Très bien !*) et à tenir ses promesses de réformes. (*Appro-
bation.*)

Pour nous, Messieurs, dans la sphère plus modeste où nous sommes appelés à nous mouvoir, nous aiderons de toutes nos forces à la faire aimer et respecter ; nos pouvoirs sont malheureusement trop peu étendus, et, plus que jamais, il convient de réclamer, en faveur de Paris, des droits et des franchises qui mettront ses représentants à même d'utiliser, au profit de la République et de la population parisienne, toute leur bonne volonté. Nos délibéra-

tions les plus utiles ne sont exécutées que si elles plaisent, et l'agrément de nos tuteurs — préfet, ministre ou parlement — se fait le plus souvent longtemps attendre ; ils semblent n'être pressés d'aboutir que lorsque l'occasion leur est offerte de s'opposer aux tendances socialistes du Conseil. Qu'il me suffise de vous rappeler l'attitude prise par les Chambres au sujet des garanties votées par nous en faveur des ouvriers de nos chantiers municipaux ; ces garanties, Messieurs, nous entendons tenir la main à ce qu'elles soient respectées.

La session qui s'ouvre, et dans le cours de laquelle d'importantes questions seront soumises à votre examen, nous conduira jusqu'à l'inauguration de l'Exposition universelle. Votre Bureau ne négligera rien pour assurer le succès de cette fête de la civilisation, ni pour préparer aux étrangers qui viendront s'associer au centenaire de notre grande Révolution une réception qui soit véritablement digne et de Paris et de la France. (*Très bien ! Très bien !*)
— *Applaudissements sur un grand nombre de bancs.*

FÊTE DE MARCEAU

A CHARTRES

1^{er} MARS 1889.

Au banquet du cent vingtième anniversaire de la naissance de Marceau, qui a lieu le 1^{er} mars, à Chartres, sous la présidence de M. le préfet d'Eure-et-Loir, M. Chautemps, président du Conseil municipal de Paris, prononce le discours suivant, où il revient sur les succès électoraux du général que M. Jules Ferry a dénommé « un Saint-Arnaud de café-concert ».

MESSIEURS,

Au nom de la ville de Paris, j'ai l'honneur de saluer la ville de Chartres et de m'unir aux républicains d'Eure-et-Loir pour célébrer avec eux la grande mémoire du héros chartrain.

Marceau n'est-il pas l'une des figures les plus sympathiques et les plus nobles de la Révolution ? A vingt-quatre ans, il remportait des victoires et il demeurait modeste ; il sauvait la France et il restait républicain.

J'allais m'écrier : Que les temps sont changés ! Non, Messieurs, je ne dirai point ces paroles, qui

constitueraient, à l'adresse de notre armée, une injure imméritée ; nous avons des officiers braves et laborieux qui, étrangers aux luttes des partis et n'envisant que les grands devoirs qui pourront un jour leur incomber, se préparent, dans le silence, à être à leur tour des héros. Comme celle de Marceau, leur gloire sera pure ; elle ne devra rien à la chromolithographie, et le mot d'ordre des acclamations ne partira plus des cafés-concerts ; c'est la France entière qui se lèvera pour saluer la patrie vengée et la République éternelle ! (*Applaudissements prolongés.*)

Mais quelle époque, Messieurs, que celle des Hoche et des Marceau, et combien ces géants nous trouveraient petits s'ils pouvaient voir notre France républicaine, cette France qu'ils avaient faite si grande et si redoutée, se laisser troubler par l'ambition d'un général sans victoires et par les agissements d'une poignée de politiciens qui n'ont d'autres titres que leur audace, ni d'autre force que notre excessive tolérance ! (*Applaudissements.*)

Est-ce à dire que la République soit mise en péril par les menées dont nous sommes les témoins ? Non, assurément, et nous voyons la preuve de sa vitalité dans les précautions que ses ennemis sont réduits à prendre pour l'attaquer. Les grands battus des nombreuses élections de ces derniers mois, ne sont-ce pas plutôt les anciens partis monarchiques ? En s'a-

britant derrière le général Boulanger, ils ont eux-mêmes reconnu et proclamé leur définitive impuissance ; ces partis n'existent plus ; il ne nous reste qu'à prendre acte de leur abdication. (*Applaudissements.*)

Et le parti nouveau, qu'il sera curieux de voir s'appeler encore parti national après les efforts anti-patriotiques qu'il vient de faire pour brouiller la France avec une nation amie (1), que serait-il sans l'équivoque dans laquelle il se réfugie ? Que seraient les majorités de M. Boulanger, s'il n'avait pris soin d'affirmer en toutes circonstances ses sentiments républicains, et de terminer ses affiches par les mots de « Vive la République » ? Croyez bien, Messieurs, que le jour où il mettrait bas son masque, ce n'est pas des acclamations qu'il recueillerait dans les rues de Paris. (*Applaudissements répétés.*)

Gardons-nous d'exagérer la portée des incidents auxquels nous venons d'assister ; le plus grand nombre des républicains qui, à Paris comme ailleurs, ont donné leurs suffrages à celui que l'on a très justement appelé le syndic des mécontents, ont simplement émis des votes de mauvaise humeur ; le commerçant s'est vengé de la pénurie des affaires, l'agriculteur des mauvaises récoltes, et l'ouvrier du manque de travail. Des républicains ardents ont

(1) Allusion à l'attitude prise par la Ligue des Patriotes à l'occasion du bombardement de Sagallo.

aussi voulu protester contre l'ajournement des réformes tant de fois promises ; mais y a-t-il donc en Europe un seul pays où l'on ne souffre pas de difficultés économiques ?

Cultivateurs beaucerons qui vous plaignez du rendement insuffisant de vos terres, comparez votre gêne avec la misère de nos voisins d'Italie ; rappelez-vous les statistiques chaque jour plus élevées de l'émigration allemande, les grèves sanglantes de la Belgique et les meetings de la faim, qui se sont tenus à Londres jusque dans Trafalgar square ? Républicains qui n'êtes point satisfaits du travail de vos députés, cherchez donc un Parlement étranger qui ait accompli plus de réformes utiles que n'en ont votées, malgré leur notoire insuffisance, nos Chambres républicaines ! (*Applaudissements.*)

La vérité est que les gouvernements monarchiques ne tolèrent pas qu'on les mette en discussion, et que la République a poussé le respect de la liberté jusqu'à se laisser calomnier dans son principe et dans ses hommes ; elle a été libérale jusqu'à l'abus à l'égard d'adversaires qui, s'ils arrivaient à leurs fins, n'auraient rien de plus pressé que de supprimer tous les militants du parti républicain. (*Applaudissements répétés.*)

Loin de moi la pensée de vouloir faire appel à des lois de réaction et de conseiller des moyens qui, pour être employés par les gouvernements monar-

chiques, n'en seraient pas moins indignes d'une République ; pour faire s'évanouir le boulangisme, il suffira de montrer le néant des hommes, général et état-major, qui composent ce parti (*Applaudissements*) ; et, s'il est vrai que la République ait commis des fautes, ce que je serai le dernier à contester, n'est-ce pas l'un des avantages les plus précieux de cette forme de gouvernement de permettre à l'opinion publique de provoquer, sans secousse ni révolution violente, une orientation nouvelle de la politique ? (*Applaudissements.*)

Messieurs, au nom de la ville de Paris, je bois à la ville de Chartres et à la mémoire de Marceau ; je bois à la République ! (*Plusieurs salves d'applaudissements.*)

BANQUET DES CHAMBRES SYNDICALES

AU GRAND-HOTEL

27 MARS 1889.

Le boulangisme est toujours la préoccupation dominante, et il n'est pas d'homme politique qui, dans chacun de ses discours, n'y fasse allusion. Le toast suivant n'échappe pas à la règle; il a été porté au Grand-Hôtel, au banquet annuel de l'Union nationale du commerce et de l'industrie (Alliance des Chambres syndicales).

MESSIEURS,

Comme mes prédécesseurs, j'ai tenu, en acceptant votre gracieuse invitation, à vous témoigner par ma présence de l'intérêt avec lequel le Conseil municipal suit vos utiles efforts. Ne sommes-nous pas quelque peu pour vous des collaborateurs, et n'avons-nous pas une préoccupation commune, celle de mieux armer notre pays pour la lutte économique qui, chaque jour plus âpre, nécessite, pour les peuples qui ne veulent pas disparaître, une préparation de plus en plus laborieuse?

Toutefois, Messieurs, vous opérez sur un champ plus vaste que le nôtre; vous embrassez dans vos

études, toujours si sérieuses et si approfondies, les questions les plus diverses : législation, douanes, représentation de la France à l'étranger ; rien de ce qui intéresse la prospérité matérielle du pays n'est en dehors de votre compétence.

Le Conseil municipal, en matière commerciale et industrielle, se meut dans des limites plus étroites ; il nous arrive bien d'en sortir par des vœux, qui, je dois le dire, nous sont fréquemment apportés par des membres de vos chambres syndicales et qui sont comme un écho de vos fécondes discussions ; mais notre action directe, immédiate, n'en est pas moins très restreinte. Peut-être, dans votre bienveillance, voudrez-vous reconnaître que, sur les points où elle peut s'exercer, cette action n'en est que plus intensive, et rendre hommage aux efforts que nous faisons, notamment, pour développer, à Paris, l'enseignement professionnel !

L'enseignement professionnel, mais n'est-ce pas le dernier mot de la lutte économique pour une démocratie qui, forcément sympathique aux exigences légitimes des ouvriers, est moins bien placée, à l'égard de plus d'une industrie, pour lutter sur le terrain du bon marché, et se trouve réduite à conquérir le droit de vendre cher ?

Si l'on en juge par le nombre et l'importance des écoles professionnelles qui ont été fondées à Paris depuis quelques années, le Conseil municipal et les

chambres syndicales se sont bien pénétrés de cette situation.

Faire de nos ouvriers des travailleurs d'élite, tel est le but que nous avons poursuivi ensemble avec une égale persévérance et aussi, j'ose le dire, avec un égal succès : l'Ecole Diderot, l'Ecole de physique et de chimie, nos écoles de dessin industriel, voilà des créations municipales de premier ordre, et ce ne sont pas les seules dont notre assemblée puisse revendiquer l'honneur. A côté de nous, un grand nombre de chambres syndicales, patronales et ouvrières, ont organisé des cours techniques auxquels nous votons chaque année des subventions, et d'où il sort de véritables artistes. Nos ouvriers sont, en effet, très heureusement servis par la nature, et il est permis de penser qu'avec une culture égale ils ne seront jamais inférieurs.

Cette supériorité du goût français, nous sommes impatients, Messieurs, de la constater une fois de plus dans les galeries de l'Exposition dont les portes vont bientôt s'ouvrir, et qui, si l'on en juge par certains symptômes heureux que nous donnent, en particulier, les chiffres de plus en plus favorables des douanes françaises et de l'octroi de Paris, semble devoir être le point de départ d'un mouvement de reprise des affaires.

Et c'est un pareil moment qu'ont choisi des agitateurs de peu de scrupule pour troubler le pays ! Et

ces hommes ont osé prétendre au monopole du patriotisme !

Celui-là n'est pas un patriote qui cherche dans les souffrances de ses concitoyens la réalisation de ses projets ambitieux ; et celui-là ne saurait l'être davantage qui, voyant son pays sortir enfin de l'état de malaise dans lequel il languissait depuis plusieurs années, ne craint pas de faire obstacle à cet essor tant désiré !

Et puis, Messieurs, appartient-il bien aux adversaires de la République d'invoquer contre elle les difficultés présentes ? Ces difficultés ne sont point particulières à la France, et il serait trop facile de citer, parmi les monarchies qui nous entourent, des peuples plus éprouvés.

La vérité est qu'il s'est produit dans les conditions économiques de tous les pays d'Europe un trouble profond, et que les nations naguère les plus tranquilles sont aujourd'hui réduites à un combat sans merci.

Mais ici je dirai : il n'y a pas, pour un pays, de lutte possible si ses commerçants, ses industriels et ses ouvriers ne cherchent pas dans l'association la multiplication de leur puissance ; or, l'association est une plante qui ne saurait vivre et prospérer que dans une démocratie. Quel est donc le gouvernement monarchique qui ne verrait pas sans inquiétude se constituer chez lui une fédération aussi considérable que celle qui nous a réunis ce soir ?

Sans doute, l'Union des chambres syndicales existait déjà il y a trente ans, mais elle n'était alors que tolérée, et ce n'est que plus tard, sous le régime libéral de la République, qu'elle devait arriver à son complet développement.

Je n'insiste pas, Messieurs, et je me borne à constater que le maintien de la République est une des conditions, non seulement de la grandeur morale, mais encore de la prospérité matérielle du pays.

Je bois à l'Union des Chambres syndicales et à la République.

POSE DU DRAPEAU SUR LA TOUR EIFFEL

31 MARS 1889.

Le dimanche 31 mars 1889, le drapeau national était hissé au sommet de la tour Eiffel. Un grand nombre de membres du Conseil municipal, d'ingénieurs, de journalistes et plusieurs dames firent, avec M. Eiffel et avec M. le président du Conseil municipal, l'ascension du monument.

Une cérémonie des plus touchantes eut ensuite lieu sous l'un des pieds de la tour, où M. Tirard, président du Conseil des ministres, tardivement arrivé au Champ-de-Mars, avait attendu le retour des ascensionnistes. Plusieurs discours furent prononcés : par M. Tirard, qui annonça à M. Eiffel son élévation à la dignité d'officier de la Légion d'honneur ; par M. Chautemps, par des ingénieurs, de simples ouvriers, et par M. Eiffel lui-même, qui dut répondre aux démonstrations de sympathie que lui avaient prodiguées ses collaborateurs.

M. Chautemps s'exprima en ces termes :

MESSIEURS,

Dans la lettre fort gracieuse qu'il a bien voulu nous adresser, M. Eiffel nous a conviés à une fête intime, que lui-même il a appelée la fête du chantier.

Intime, cette réunion l'est assurément, mais elle est aussi très imposante, et il semble qu'il ne soit pas

possible, au pied de ce monument gigantesque, d'organiser quoi que ce soit qui n'ait un caractère de grandeur et de majesté.

Cette impression à laquelle nous ne saurions échapper, nous, les visiteurs du dernier jour, combien elle doit être plus profonde et plus vive pour vous, Messieurs, ingénieurs et ouvriers, à qui ce spectacle grandiose rappelle, pour les uns les laborieuses études et les lutttes incessantes, pour les autres les fatigues des longues journées et les dangers courus !

Aussi le Conseil municipal était-il bien certain de répondre à votre vœu le plus cher, lorsque, par un vote unanime, il a décidé la frappe d'une médaille commémorative qui serait offerte, avec inscription de son nom, à chacun des collaborateurs de ce travail merveilleux. Je ne crains pas de dire, Messieurs, que notre Commission des beaux-arts, à qui des projets très remarquables ont déjà été présentés par un artiste de grand talent, ne négligera rien pour que cette médaille soit digne et du monument dont elle devra rappeler l'origine, et du dévouement patriotique qui n'a cessé de vous animer les uns et les autres, et auquel nous devons de voir le drapeau national flotter en ce moment au sommet de la tour, plus d'un mois avant l'ouverture de l'Exposition.

Votre œuvre, Messieurs, est donc aujourd'hui à peu près terminée, et les visiteurs de tous les pays se presseront bientôt ici en foule pour l'admirer ;



— 17 —

tous, de quelque continent qu'ils viennent, et quelque langue qu'ils parlent, se sentiront envahis et dominés par un sentiment commun, celui d'un profond respect pour un pays resté digne de sa glorieuse histoire, et plus que jamais attaché à la République.

Messieurs, je vous demande la permission de terminer par ces mots que tout à l'heure, au moment où le drapeau tricolore venait d'être arboré, j'ai prononcés au sommet de la tour : « Gloire à M. Eiffel et honneur à tous ses collaborateurs ! Vive Paris, vive la France et vive la République ! »

LE BANQUET DE L'HOTEL DE VILLE

11 MAI 1889.

Le banquet du 11 mai fut d'une splendeur incomparable. Plus de six cents convives y ont pris part.

Présidé par M. le Président de la République, il était offert aux collaborateurs principaux de l'Exposition, au corps diplomatique et aux chefs des municipalités des grandes villes de France et de l'étranger.

Les présidents du Sénat et de la Chambre des députés, tous les membres du Gouvernement étaient présents, et à côté des représentants des grands corps de l'État et des hommes les plus éminents du monde de la science, de la littérature, des arts, de l'industrie et du commerce, étaient assis de simples ouvriers désignés par leurs camarades des chambres syndicales, un gardien de la paix, un préposé de l'octroi, un cantonnier de la Ville, un garçon de bureau, et, d'une façon générale, le doyen des agents les plus modestes de chacune des branches de l'Administration municipale.

Au dessert, M. Chautemps a souhaité, en ces termes, la bienvenue à M. le Président de la République et aux hôtes de la ville de Paris.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
MESSIEURS,

Le Conseil municipal a voulu marquer l'inauguration de l'Exposition universelle par une fête qui fût

à la fois un hommage rendu aux patriotiques efforts de tous ceux qui, à des titres divers, ont été les collaborateurs de cette entreprise grandiose, et un souhait de bienvenue à l'adresse des représentants des nations qui ont répondu à l'appel de la France. (*Applaudissements.*)

Pour que l'hommage de Paris fût aussi éclatant que possible, nous vous avons demandé, Monsieur le Président, de vouloir bien honorer cette fête de votre présence ; nous vous prions d'agréer l'expression de notre vive gratitude, en même temps que notre salut profondément respectueux. (*Applaudissements prolongés.*)

Le spectacle qui s'offre à nos yeux, Messieurs, n'est pas sans grandeur : autour du chef de l'État se trouvent placés MM. les présidents et vice-présidents du Sénat et de la Chambre, les membres du Gouvernement, les chefs de nos vaillantes armées de terre et de mer (*Bravos et applaudissements*), de nos diverses magistratures et de toutes les grandes institutions de l'État et de la cité, les hommes les plus éminents du monde des sciences, des lettres et des arts, les délégués du commerce et de l'industrie, et, à côté d'eux, des ouvriers et des représentants des agents les plus modestes de nos diverses administrations. (*Applaudissements.*) Nous avons aussi convié les chefs des municipalités des principales villes de France, et il n'est pas téméraire de dire que nous

avons dans cette enceinte comme une image de la nation. (*Salve d'applaudissements.*) Ce n'est pas seulement Paris qui est réuni pour saluer les hôtes illustres que l'Exposition universelle vient d'amener dans ses murs, c'est la France elle-même qui, sous le très haut patronage d'un homme qui porte dignement un grand nom, est ici pour affirmer l'amour des peuples pour la paix, et pour proclamer de nouveau la fraternité de tous les hommes (*Applaudissements prolongés*) ; c'est la France invitant tous les membres de la famille humaine à célébrer avec elle son glorieux centenaire, les fêtes qu'elle vient d'inaugurer n'étant les fêtes particulières d'aucun peuple, mais les fêtes de la civilisation, les fêtes de l'humanité ! (*Salve d'applaudissements.*)

Messieurs, au nom de la ville de Paris, je lève mon verre en l'honneur de tous ceux qui, s'associant à nos sentiments, sont venus s'asseoir à ce banquet ; je le lève plus particulièrement en l'honneur des représentants des puissances et des délégués des municipalités des grandes villes de l'étranger. (*Triple salve d'applaudissements.*)

Je termine, Messieurs, en portant la santé du premier magistrat de notre République ; je bois à M. Carnot. (*Applaudissements prolongés.*)

XV^e FÊTE FÉDÉRALE DE GYMNASTIQUE

LE BANQUET

9 JUIN 1889.

Le concours international de gymnastique, qui a réuni, au polygone de Vincennes, dix mille gymnastes, venus avec leurs costumes nationaux de presque tous les pays d'Europe, comptera parmi les fêtes les plus émouvantes de l'année du centenaire de la Révolution française.

La journée du 9 juin se passa au polygone, en exercices de gymnastique, sous la présidence de M. le Président de la République.

Le soir, un banquet réunissait, au Salon des familles, les délégués des sections françaises et étrangères. A ce banquet, M. Chautemps a porté le toast suivant :

MESSIEURS,

Au nom du Conseil municipal, j'adresse à toutes les sociétés qui ont bien voulu prendre part à cette fête fédérale, aux sociétés françaises comme à celles qui représentent parmi nous des nations amies, le salut sympathique de la ville de Paris. (*Applaudissements.*)

Aux membres des sociétés françaises, je dirai : C'est en vain qu'à diverses dates les ennemis du

progrès ont essayé d'opposer la province à la capitale, les campagnes aux villes ; l'accueil enthousiaste qui vous a été fait tout à l'heure par la population parisienne démontre l'inanité de ces efforts anti-patriotiques. Les acclamations que nous avons entendues voulaient dire qu'un même amour de la patrie nous anime tous, que nous ne voulons distinguer ni province, ni capitale, ni villes, ni campagnes, et que, pour nous, il n'y a qu'une France ! (*Bravos répétés.*)

Je dirai aux délégués des sociétés étrangères : Merci, merci de tout notre cœur ! Dédaigneux de certaines prédictions peu bienveillantes, vous êtes venus avec confiance au milieu de nous, et vous y avez rencontré un accueil amical et chaleureux. (*Applaudissements.*) En dépit du caractère patriotique et de l'apparat quelque peu militaire de cette fête, vous n'avez entendu parler ici que de paix, de progrès social, d'humanité (*Bravos prolongés*) ; vous n'avez point trouvé le Paris troublé que l'on vous avait annoncé, mais un Paris calme, tranquille, souriant, débordant de fraternité. (*Acclamations prolongées.*) Et nous comptons que, de retour dans vos diverses patries, vous voudrez bien dire à vos compatriotes que, si la France est très préoccupée de se rendre forte, et ne recule, pour arriver à ce résultat, devant aucun sacrifice, c'est dans le but d'assurer au monde l'éternité de la paix. (*Acclamations, hourras.*)

Je ne terminerai pas, Messieurs, sans adresser, aux organisateurs de cette fête si réconfortante, l'hommage de la ville de Paris.

Honneur à vous tous qui avez entrepris la tâche, noble entre toutes, d'entraîner la jeunesse française vers les grands devoirs qui pourraient un jour lui incomber ! (*Applaudissements.*)

Honneur aux délégués des sociétés étrangères, dont la présence parmi nous est un gage des sentiments sympathiques qui unissent leurs pays à la France ! (*Bravos.*)

Au nom de la ville de Paris, je vous adresse à tous, Français et étrangers, une cordiale bienvenue, mais je porterai plus particulièrement la santé des délégués étrangers. (*Applaudissements prolongés.*)

LE DÉFILÉ

10 JUIN 1889.

Les sociétés de province et de l'étranger ayant annoncé leur intention de saluer le Conseil municipal, une estrade a été construite devant la façade de l'Hôtel de ville.

A une heure et demie, les clairons sonnent, le défilé commence. La foule, qui se presse sur les quais, sur les ponts, dans les rues voisines, applaudit longuement à leur arrivée les sociétés qui, après avoir défilé devant la tribune d'honneur, vont se masser, dans un ordre parfait, sur la place de l'Hôtel-de-Ville, bientôt remplie de dix mille jeunes hommes revêtus des costumes les plus divers. Suisses et Tchèques, Belges et Luxembourgeois, Suédois et Danois, sont acclamés avec le même enthousiasme.

L'instant devient solennel lorsque, de tous les points de la place, les drapeaux se dirigent vers l'Hôtel de ville pour se ranger devant l'estrade et saluer, avec un ensemble grandiose, les représentants de la ville de Paris.

M. Sansbœuf, président de l'Union des sociétés de gymnastique de France, présente alors les sociétés françaises et étrangères au Conseil municipal; il remercie le Conseil du concours financier qu'il a prêté aux sociétés de gymnastique, et qui a permis l'organisation de cette merveilleuse fête.

M. Chautemps prend la parole, au milieu d'un enthousiasme indescriptible.

Vous avez bien voulu rappeler, Monsieur le président, l'aide financière qui a été prêtée par la ville

de Paris à l'Union des sociétés de gymnastique de France pour l'organisation de sa quinzième fête fédérale. La somme nous a été rendue au centuple par le spectacle magnifique et réconfortant auquel vous nous avez fait assister hier, malgré un temps contraire, et par celui qui s'offre en ce moment à nos yeux. (*Applaudissements.*)

Oui, c'est un beau spectacle que celui de ces sociétés venues de tous les points de la France et de l'Europe, et réunies pour célébrer, non seulement les bienfaits de l'éducation physique, mais aussi — les discours que nous avons entendus hier soir nous autorisent à le penser — les idées de progrès, de civilisation et de fraternité qu'évoque dans les esprits le centenaire de notre grande Révolution ! (*Applaudissements.*) Et c'est un spectacle à la fois gracieux et émouvant que celui de tous ces drapeaux français et étrangers mêlant leurs couleurs dans une harmonie qui est l'image de celle qui règne dans nos cœurs ! (*Bravos répétés.*)

Jusqu'à ce jour, les souverains seuls avaient le privilège des solennelles entrevues ; aujourd'hui, ce sont les peuples eux-mêmes qui se donnent des rendez-vous, et, quand les peuples se promettent la paix, leurs promesses sont toujours sincères. (*Acclamations prolongées.*)

Merci à vous, sociétés des départements, qui êtes venues affirmer devant l'Hôtel de ville de Paris les

liens de solidarité patriotique et républicaine qui unissent la province à la capitale ! (*Applaudissements.*)

Merci bien plus encore à vous, Messieurs les délégués étrangers, qui représentez parmi nous des nations amies ! (*Bravos.*)

Au nom de la ville de Paris, je salue les drapeaux étrangers. (*Acclamations et hourras prolongés.*)

BANQUET DES COMMISSIONS ÉTRANGÈRES

13 JUIN 1889.

Un banquet est offert, à l'hôtel Continental, par les commissions étrangères de l'Exposition universelle, à M. Tirard, président du Conseil des ministres, ministre du commerce et commissaire général de l'Exposition.

Divers discours sont prononcés. Sir Polydore de Keyser, ancien lord-maire de la Cité de Londres et commissaire général d'Angleterre, porte un toast à la ville de Paris.

A ce toast, M. Chautemps a répondu en ces termes :

Je ne m'attendais point à l'honneur de prendre la parole ce soir ; mais, gracieusement provoqué par le toast de Monsieur le commissaire général d'Angleterre, je me lève avec grand plaisir pour vous remercier, Messieurs, de l'accueil bienveillant que vous avez fait à ses paroles.

Déjà, dans cette fête de l'Hôtel de ville qui vient d'être rappelée, j'ai eu l'honneur, Messieurs les commissaires étrangers, de vous souhaiter la bienvenue au nom de la ville de Paris.

Aujourd'hui, je vous remercierai de l'éclat inaccoutumé que notre ville doit à vos généreux efforts.

Ne croyez pas, cependant, que ce qui nous tient le

plus au cœur, ce soit l'accroissement de prospérité que l'Exposition, grâce à votre concours autorisé, a pu nous procurer ; ce qui touche le plus les Parisiens, c'est de voir avec quelle confiance un si grand nombre d'étrangers viennent au milieu d'eux.

Quant à moi, le côté le plus agréable de ma fonction est à coup sûr de recevoir chaque jour à l'Hôtel de ville des délégations étrangères, et notre bonheur serait de voir notre palais municipal, qui est déjà la maison commune des Parisiens, devenir la maison commune de tous les amis de la France — j'ajouterais volontiers, pour emprunter à Monsieur le Commissaire général de Belgique ses dernières paroles, de tous les amis de la paix et de la fraternité des peuples.

Messieurs, je porterai la santé de Messieurs les commissaires étrangers, et, puisque Monsieur le commissaire d'Angleterre a bien voulu rappeler sa qualité d'ancien lord-maire, je vous proposerai un toast particulier à la Cité de Londres et à sir Polydore de Keyser.

LE CONGRÈS DES GENS DE LETTRES

A L'HOTEL DE VILLE

22 JUIN 1889.

L'Association littéraire internationale se réunit, chaque année, dans un pays différent.

En 1887, le Congrès siégeait à Madrid; en 1888, à Venise. En 1889, Paris devait être nécessairement choisi.

Les membres de cette Association, auxquels s'étaient joints les membres de la Société des gens de lettres, ont été reçus à l'Hôtel de ville, dans la salle des séances du Conseil municipal.

M. Chautemps leur a souhaité la bienvenue en ces termes :

MESSIEURS,

Au nom de la ville de Paris, j'ai l'honneur de saluer Messieurs les membres du Congrès international des gens de lettres et de leur souhaiter la bienvenue dans notre palais municipal.

Nous sommes quelque peu confus, Messieurs, de ne pas vous recevoir d'une façon plus grandiose. En tout autre temps, votre Congrès, dont les esprits cultivés suivent avec intérêt les importants travaux, eût produit à Paris une vive sensation, et vous eussiez

été l'objet de fêtes véritablement dignes du rôle qui est départi aux lettres dans l'histoire des sociétés humaines ; aujourd'hui, vous nous venez au milieu du tourbillon de l'Exposition, et les fontaines lumineuses vous font quelque tort. (*Applaudissements.*)

Ce centenaire, cependant, est plus particulièrement le vôtre. Notre grande Révolution n'est-elle pas fille des lettres françaises, et pouvons-nous célébrer la date de 1789 sans évoquer les noms de ces écrivains immortels, philosophes, poètes, historiens, qui, depuis Abailard et Rabelais jusqu'à Rousseau et Voltaire, ont lentement amené les hommes à la conscience de leurs droits? (*Bravos.*)

Vous êtes, Messieurs, les souverains de l'idée, et cette puissance est la plus irrésistible de toutes les forces sociales. A vous, et dans tous les pays, l'honneur des despotismes anéantis, des privilèges supprimés, des peuples entraînés vers les grands idéals ! En vous, toutes nos espérances dans des progrès nouveaux ! (*Applaudissements.*)

Et votre souveraineté n'a jamais été un danger pour la paix du monde. Poètes, vous avez chanté la patrie et les héros, toujours vous avez maudit la guerre ; philosophes, vous avez démontré le néant de la gloire conquise dans le sang, et vous avez orienté l'ambition des peuples vers des horizons de liberté, de justice et de fraternité ! (*Assentiment général.*)

La liberté, Messieurs, comment pourriez-vous ne point l'aimer ? N'est-elle pas, avec la paix, l'une des conditions de votre rayonnement ? L'histoire ne nous montre-t-elle pas la littérature comme une fleur qui ne saurait s'épanouir dans toute sa beauté que sous le soleil bienfaisant et fécond de la liberté ? Et quel est le but de votre congrès d'aujourd'hui, sinon d'assurer à chaque homme de lettres cette indépendance dont parlait avant-hier, avec tant d'éloquence, votre éminent président, M. Jules Simon, et qui lui apparaissait cent fois préférable aux protectorats qui tiennent la pensée en tutelle ?

Une communauté de sentiments et d'aspirations vous unit donc, Messieurs, à notre cité, qui, elle aussi, poursuit à travers les siècles et au profit de l'humanité entière, une mission élevée ; c'est pourquoi vous êtes accueillis à bras ouverts par les représentants de Paris, qui vous adressent à tous, aux écrivains étrangers comme aux écrivains français, leur salut fraternel ! (*Applaudissements prolongés.*)

M. Jules Simon, président du Congrès, ayant remercié le Conseil municipal de son accueil, M. Chautemps a ajouté :

Messieurs, nous ne prolongerons pas cette séance, et, sans aucune cérémonie, nous allons passer dans un salon, où, à la mode française qui doit être un peu celle de tous les pays, nous choquerons fraternellement nos verres.

Nous y boirons à la réalisation de ce vœu que M. Ratisbonne, dans son discours d'avant-hier, déclarait être le but de l'Association littéraire et artistique internationale, dont il est le président autorisé : nous y boirons à la fraternité des peuples. (*Vifs applaudissements.*)

Mais, auparavant, laissez-moi vous dire que nous conserverons longtemps le souvenir de ces instants trop courts durant lesquels nous aurons eu l'honneur de posséder, dans la salle de nos séances, l'élite de l'intelligence humaine. (*Applaudissements prolongés.*)

LES INGÉNIEURS AMÉRICAINS

27 JUIN 1889.

Le 27 juin, c'étaient plusieurs centaines d'ingénieurs américains, parmi lesquels se trouvaient des hommes illustres, qui étaient présentés au Conseil municipal par M. Eiffel, président de la Société des ingénieurs civils. M. Chautemps les a salués dans les termes suivants :

MESSIEURS,

J'ai l'honneur d'adresser à Messieurs les ingénieurs américains le salut sympathique de la ville de Paris.

Vous êtes, Messieurs, deux fois les bienvenus parmi nous : vous êtes les bienvenus parce que vous êtes des ingénieurs, et vous l'êtes aussi parce que vous êtes des Américains. (*Applaudissements.*)

Ingénieurs, vous avez droit à une gratitude et à des acclamations particulières au milieu de ces splendeurs, qui, si elles ne sont pas directement votre œuvre, marquent du moins des progrès auxquels vous avez grandement contribué, car nous sommes unanimes en France, Messieurs les ingénieurs américains, à reconnaître votre grande science

et la hardiesse de vos conceptions. (*Applaudissements.*) L'Exposition universelle est la glorification de votre profession.

Et, parmi toutes ces choses si belles que l'on ne se lasse pas de contempler, je vous demande la permission, Monsieur le président de la Société des ingénieurs civils, de mentionner d'une façon toute spéciale la tour Eiffel, ce monument prodigieux qui semble vouloir porter jusqu'aux nues, pour emprunter à Bossuet son style imagé, le magnifique témoignage de votre hardiesse et de votre puissance. (*Applaudissements.*)

Les ingénieurs ont à ce point accaparé l'attention, que l'on se demande s'il en pourra rester assez pour les merveilles contenues dans les palais qu'ils ont construits ; ils ont fait tellement beau que, peut-être, une critique pourrait leur être adressée : celle d'avoir conçu et réalisé un cadre qui porte préjudice au tableau.

Ce reproche, cependant, nous ne vous l'adresserons pas, car ce siècle est celui des ingénieurs, et il était naturel que l'Exposition laissât après elle des témoins impérissables du degré de perfection que vous avez atteint en si peu d'années.

J'ai dit aussi, Messieurs, que votre qualité d'Américain vous conférait des droits spéciaux à notre sympathie ; nous ne pouvons oublier, en effet, que vos soldats et les nôtres ont mêlé leur sang sur les

champs de bataille de l'indépendance américaine, et qu'à ces liens historiques s'ajoutent des liens actuels non moins solides, ceux d'une amitié à toute épreuve, et qui est basée sur une communauté de sentiments et d'aspirations. (*Applaudissements prolongés.*)

LE CONGRÈS DES GENS DE LETTRES

A L'HOTEL CONTINENTAL

28 JUIN 1889.

Les membres du Congrès international des gens de lettres se sont réunis dans un banquet fraternel, avant de regagner leurs pays.

M. Chautemps, au dessert, a porté le toast ci-après :

MESDAMES, MESSIEURS,

Il y a quelques jours, j'ai eu l'honneur, au nom du Conseil municipal, de vous souhaiter la bienvenue dans notre ville. Aujourd'hui, vos travaux étant terminés, vous vous apprêtez, Messieurs les écrivains étrangers, à reprendre le chemin de vos diverses patries, et il ne me reste plus qu'une prière à vous adresser : celle de vouloir bien conserver un souvenir sympathique de votre séjour trop court parmi nous.

Vous aurez vu Paris en fête et tout entier à la célébration du glorieux centenaire de la Révolution française, et vous vous direz qu'une ville et une nation aussi calmes, aussi tranquilles, aussi accueillantes, aussi débordantes de cordialité, ne sauraient

être un danger pour la paix du monde, et vous serez convaincus qu'il ne peut y avoir à nos yeux de légitimes ni de désirables que les luttes pacifiques comme celle à laquelle nous venons de convier tous les peuples, et où il n'y a de vaincus que les ennemis du progrès.

Nos vœux seront comblés, Messieurs, si, nous ayant jugés avec bienveillance, vous voulez bien dire à vos compatriotes que le Paris et la France que vous venez de voir ne sont pas indignes du Paris et de la France de 1789, et qu'un même idéal de justice et de fraternité demeure l'ambition de tous les Français.

Tel est le jour sous lequel il nous plairait d'être envisagés, et nous nous adressons avec confiance à vous, Messieurs les gens de lettres, car vous êtes les dispensateurs des réputations bonnes et mauvaises ; par vos journaux, vos revues et vos livres, vous êtes les maîtres de l'opinion, et vous n'êtes pas des maîtres d'un jour ; étant l'histoire, vous disposez à votre gré du jugement des générations futures.

L'histoire, vous ne vous bornez pas à l'écrire ; ainsi que le rappelait tout à l'heure M. Jules Simon, vous en êtes l'un des facteurs les plus puissants, étant, non seulement la plume qui retrace les événements, mais le levier qui soulève et entraîne les peuples vers les grandes résolutions. C'est pourquoi, Messieurs, je bois à la prospérité des lettres.

INAUGURATION

DE LA STATUE « LA LIBERTÉ ÉCLAIRANT LE MONDE »

4 JUILLET 1889.

Fête à la fois intime et grandiose, qui a pour théâtre la pointe aval de l'île de Grenelle, où s'élève la statue de Bartholdi. Cette statue, bien que monumentale, n'est cependant qu'une réduction de celle qui se dresse à l'entrée de la rade de New-York. Elle est offerte à la ville de Paris par la colonie américaine, qui a choisi pour son inauguration le jour anniversaire de la proclamation de l'indépendance des États-Unis (4 juillet 1776).

Une tribune s'élève à quelques pas de la statue et en face d'une estrade où prennent place, aux côtés de M. le Président de la République, M. Spuller, ministre des affaires étrangères, M. Whitelaw-Read, ministre des États-Unis, M. le président du Conseil municipal, MM. les préfets de la Seine et de police, M. Jacques, président du Conseil général, le Conseil municipal et les membres les plus considérables de la colonie américaine. Une foule énorme stationne de chaque côté sur le pont de Grenelle et sur les quais. La musique de la garde républicaine joue successivement *la Marseillaise* et l'hymne américain, *Hail Columbia*.

Trois discours sont prononcés : par M. le ministre des États-Unis, M. le président du Conseil municipal et M. le ministre des affaires étrangères. M. Chautemps s'exprime en ces termes :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
MONSIEUR LE MINISTRE DES ÉTATS-UNIS,
MESSIEURS,

Au nom du Conseil municipal, j'ai l'honneur de recevoir cette statue monumentale que la colonie parisienne des États-Unis d'Amérique offre à la ville de Paris comme un gage impérissable des liens d'amitié qui unissent ce noble pays à la France; j'adresse à tous les souscripteurs l'hommage de notre profonde gratitude.

Nous eussions voulu, pour ce monument, un cadre magnifique et comparable à celui qui, aux États-Unis, entoure la statue colossale de Bartholdi; vous nous excuserez, Messieurs les Américains, de n'avoir pas mieux trouvé. Du moins, si l'île des Cygnes ne rappelle que de très loin la rade de New-York, les flots qui couleront au pied de la statue, comme les pensées et les sentiments de tous les Français qui la contempleront, se dirigeront-ils vers ce pays ami. (*Applaudissements.*)

Que de souvenirs ce monument évoquera dans nos esprits! Que d'événements sont contenus dans les quelques chiffres que nous lisons sur le piédestal! 1776, c'est le congrès de Philadelphie proclamant l'indépendance des États-Unis d'Amérique; 1789, c'est, chez nous, le peuple de Paris prenant la Bas-

tille, et c'est, en Amérique, la constitution pour la première fois mise en vigueur par la nomination de George Washington à la présidence de la république; 1889, c'est l'Exposition universelle de Paris, à laquelle les États-Unis ont été les premiers à adhérer. (*Très bien ! — Bravos prolongés.*)

Entre les deux premières de ces dates se placent l'arrivée de Lafayette et de Rochambeau, et ces combats de géants où Français et Américains mêlèrent leur sang généreux pour la cause de l'indépendance.

Que de chemin parcouru du 4 juillet 1776 au 4 juillet 1889 ! Et que d'espérances fait naître dans nos cœurs le spectacle des grandes choses qu'un régime de liberté a permis aux Américains d'accomplir en si peu d'années ! Qu'est-ce, en effet, qu'un siècle dans l'histoire de l'humanité ?

La liberté vous a su gré, Messieurs les Américains, de l'héroïsme dont vous avez été prodigues pour la conquérir, car elle a fait de vous une nation puissante et respectée.

Nous ne sommes point jaloux, croyez-le bien, de l'accroissement prodigieux de votre prospérité ; nous applaudissons à tous vos succès, pénétrés que nous sommes de la vérité des paroles gravées sur ce piédestal, et qui émanent d'un Américain dont les Français ont conservé un sympathique souvenir. « La France et l'Amérique, écrit M. Morton, ne font qu'un

pour la cause des gouvernements libres. » (*Applaudissements.*)

Cette cause est celle de l'humanité; les gouvernements libres sont toujours des gouvernements pacifiques, et la paix du monde sera définitive le jour où les peuples seuls seront appelés à se déclarer la guerre. (*Applaudissements prolongés.*)

Paix, liberté, fraternité, voilà les grands idéals qui passionnent les républiques, voilà les aspirations qui, à travers l'immensité des océans, unissent de liens étroits et indissolubles la France et l'Amérique, et dont les statues de New-York et de Paris seront l'affirmation grandiose et éternelle !

Il ne m'échappe point, Messieurs, que la cérémonie d'aujourd'hui contraste par sa simplicité avec la grandeur de la manifestation qui est dans nos cœurs, comme avec les démonstrations sans précédent qui ont marqué, en octobre 1886, à New-York, l'inauguration de la statue de *la Liberté éclairant le monde*; mais M. le Président de la République, qui incarne d'une façon si autorisée les sentiments de la France, a bien voulu prendre part à cette fête tout intime, et sa présence suffit à affirmer que la nation entière est ici avec nous pour saluer avec sympathie et respect la République des États-Unis d'Amérique, et pour proclamer sa foi dans les bienfaits de la liberté ! (*Salve d'applaudissements. — Bravos prolongés.*)

LE DÉFILÉ DES SOCIÉTÉS DE MUSIQUE .

8 JUILLET 1889.

• Comme les sociétés de gymnastique, les orphéons français et étrangers qui ont pris part au concours international des Tuileries ont voulu saluer le Conseil municipal devant l'Hôtel de ville.

A dix heures, le défilé commence, et les sociétés, après avoir passé devant l'estrade d'honneur, vont se masser sur la place.

Les porteurs de bannières se groupent devant l'assemblée municipale, et M. Emile Richard, vice-président du Conseil municipal et président du concours orphéonique, présente au président du Conseil municipal les délégués des sociétés. *La Marseillaise* éclate. M. Chautemps prononce l'allocution suivante :

MESSIEURS,

Je ne saurais dire l'émotion dont mon cœur déborde. *La Marseillaise*, exécutée par plusieurs milliers de musiciens, Français ou amis de la France, tous remplis des sentiments qui animaient nos pères lorsque, aux accents de cet hymne sublime, ils marchaient à la délivrance des peuples, c'est là une impression que l'on n'oublie pas quand on a eu le

bonheur de l'éprouver ; et le panorama qui s'offre à nos yeux ne sera pas l'un des moins beaux, ni des moins imposants de cette période cependant fertile en spectacles magnifiques. (*Applaudissements.*)

Que sont les merveilles de l'Exposition, et que nous disent les monuments les plus grandioses, quand on les rapproche du tableau que forment sur cette place, mêlant harmonieusement les couleurs de leurs drapeaux et de leurs bannières, toutes ces sociétés accourues de la Suisse, de la Belgique, de l'Algérie et de soixante de nos départements, et groupées devant notre Hôtel de ville qu'elles veulent bien considérer comme n'étant pas seulement la maison commune de tous les Parisiens, mais celle de tous les amis de la civilisation, de tous les amis du progrès et de la paix ? (*Applaudissements prolongés.*)

Car ce n'est point pour le plaisir vain et fugitif de recueillir nos applaudissements, et ce n'est pas davantage pour honorer nos personnes que vous avez tenu à faire devant le Conseil municipal cette imposante manifestation ; l'hommage s'adressait plus haut, à la ville de Paris elle-même, dont le cœur n'a jamais battu pour un intérêt égoïste, et qui, dans ses luttes, n'a jamais oublié ni la France, ni l'humanité. (*Bravos prolongés.*) Vous êtes venus affirmer ici que tous, Parisiens et provinciaux, Français et étrangers, Européens et Africains, vous vous sentiez en-

traînés par des aspirations également ardentes vers les mêmes idéals.

Ces idéals sont contenus dans les trois termes de notre devise républicaine : Liberté, Égalité, Fraternité ! Voilà de grands mots qui, prochainement, seront de grandes choses (*Bravos*), et nous pensons que les journées comme celle-ci, dans lesquelles les jeunes gens de divers pays apprennent à s'estimer et à s'aimer, ne sont point perdues pour l'humanité. (*Bravos prolongés.*)

Je m'adresserai plus particulièrement à vous, musiciens étrangers, qui allez reprendre le chemin de vos diverses patries, et je vous demanderai de conserver un souvenir sympathique de votre séjour parmi nous ; dites bien à vos compatriotes que si les Français vous ont paru résolus à accepter tous les combats qui leur seront offerts, vous n'avez toutefois entendu parmi eux que des mots de paix et de fraternité (*Acclamations prolongées*), et dites leur, surtout, que nous vous avons accueillis comme des frères, heureux que vous nous ayez fourni l'occasion de saluer les drapeaux de vos nobles pays. (*Acclamations prolongées.*)

Musiciens de la Suisse, et vous aussi, musiciens de la Belgique, et vous aussi, amis qui nous venez de la Hongrie et que je vois sur cette estrade, au nom de la ville de Paris, je vous salue !

Lorsque la Société musicale de Châteaudun s'est pré-

sentée devant le président du Conseil municipal, elle s'est arrêtée un instant, et M. Chautemps a prononcé les paroles suivantes :

La ville de Paris salue la ville de Châteaudun !

Les enfants de Châteaudun et ceux de Paris ont appris à se connaître le 18 octobre 1870, jour glorieux où l'on vit une poignée de braves tenir en échec durant une grande journée tout un corps d'armée.

Votre présence nous rappelle, enfants de Châteaudun, que, dans une armée, il n'y a pas que le nombre ! En vain l'on se coalisera contre nous, tant que notre cœur nous restera, nous ne perdrons ni la confiance, ni l'espérance. (*Acclamations prolongées.*
— *Vive Châteaudun ! Vive Paris !*)

LES HONGROIS

11 JUILLET 1889.

On se souvient que le premier ministre de Hongrie, M. Tisza, voulant décourager les industriels de son pays de concourir à l'Exposition universelle, avait prononcé à l'égard de la France des paroles discourtoises. Huit cents Hongrois, appartenant au Parlement, aux carrières libérales, au clergé, au corps enseignant, au commerce et à l'industrie, partirent en corps, sous la conduite de M. Helfy, l'un des membres les plus considérables du Parlement hongrois, pour protester contre ces paroles, qui ne répondaient pas au sentiment vrai de leurs compatriotes, et apporter à la France le témoignage de leur sympathique estime. La délégation vint à Paris en passant par Turin, où elle voulut saluer Kossuth, le grand patriote hongrois.

La réception des Hongrois à l'Hôtel de ville a été des plus enthousiastes, et c'est par des acclamations prolongées et des « Eljen » répétés que fut accueilli le discours suivant de M. Chautemps.

MESSIEURS,

Il est un peu tard pour vous adresser des compliments de bienvenue.

La bienvenue, elle vous a été souhaitée le jour même où vous avez mis le pied sur le sol français par

Monsieur le maire de Dijon, et dans des termes chaleureux auxquels notre pays tout entier s'est associé. (*Applaudissements.*)

Et après les démonstrations enthousiastes qui n'ont cessé, depuis votre arrivée, de se produire partout où vous avez porté vos pas, qu'est-il besoin que j'affirme du haut de cette tribune les sympathies de la population parisienne? (*Bravos. — Applaudissements prolongés.*)

Paris vous a accueillis avec toute la cordialité que l'on doit à des amis (*Éljen*) et avec tout le respect qui est dû à un grand peuple. (*Bravos. — Éljen.*)

L'amitié qui unit nos deux pays, le héros de l'indépendance hongroise, le glorieux Kossuth, dont je vois le portrait sur la poitrine de la plupart d'entre vous, en parlait il y a quelques jours dans un langage noble et élevé qui est allé droit au cœur de tous les Français. (*Bravos prolongés. — Salve d'applaudissements. — Éljen*)

J'adresse au vénérable vieillard, qui recevait la semaine dernière, à Turin, vos hommages reconnaissants, le salut respectueux de la ville de Paris. (*Applaudissements. — Éljen.*)

Et, dans cette visite qui nous est faite par l'élite de la société hongroise, nous voyons plus qu'un témoignage d'amitié à l'égard de la France; nous y voyons, ainsi que nous autorisent à le penser les déclarations de Kossuth lui-même, un acte d'adhé-

sion solennelle aux principes proclamés par cette grande Révolution dont nous célébrons aujourd'hui le centenaire. (*Salve d'applaudissements. — Éljen.*)

Ce centenaire, en effet, n'est pas une fête particulière à la France, c'est la fête de l'humanité, et c'est un spectacle qui nous remplit d'espérance que celui de ces délégations nous venant de tous les peuples de la terre pour affirmer les communes aspirations de tous les hommes vers la liberté, la justice et la fraternité. (*Bravos prolongés. — Triple salve d'applaudissements. — Éljen.*)

En vain s'efforcera-t-on d'opposer des barrières aux sentiments qui poussent les peuples les uns vers les autres ! En vain se coalisera-t-on pour empêcher la diffusion des principes sur lesquels doit reposer un jour le bonheur des sociétés humaines ! (*Applaudissements prolongés et unanimes. — Éljen.*) Il n'y a pas de douanes pour les idées ; on le vit bien en 1848, lorsqu'un même souffle d'indépendance agita simultanément toutes les nations de l'Europe, et qu'en Hongrie comme en France, les peuples se levèrent, également fiers et résolus, pour la conquête de leurs droits. (*Bravos. — Éljen.*)

Des liens historiques unissent donc nos deux pays, et ces deux trophées où l'on a gracieusement mêlé vos nobles couleurs et les nôtres sont en réalité le symbole d'une communauté déjà ancienne d'idées et d'aspirations. (*Éljen ! — Bravos.*)

Messieurs, au nom de la ville de Paris, je salue le drapeau hongrois. (*Éljen. — Bravos.*)

M. Helfy, président de la délégation hongroise, établit la signification de la visite de la délégation à Paris, et affirme les sentiments de profonde sympathie de la Hongrie pour la France.

A ce moment, la marche de Rakoczy éclate. Le public bat des mains, et c'est au milieu des vivats que M. Chaumetemps répond :

MONSIEUR LE DÉPUTÉ,

Je vous remercie des paroles si sympathiques que vous venez de prononcer à l'égard de notre pays.

Vous voulez bien aussi nous remercier de l'hospitalité cordiale que nous vous offrons. Croyez bien que, de notre côté, nous n'avons pas perdu le souvenir de l'accueil sympathique et enthousiaste que les Hongrois, il y a peu d'années, ont fait à des visiteurs français. (*Bravos.*)

Vous n'oublierez pas plus, j'en suis bien sûr, que nous n'avons oublié nous-mêmes; et c'est ainsi que les journées comme celle d'aujourd'hui servent à la fraternité des peuples et à la paix du monde. (*Bravos.*)

MESSIEURS,

Le Conseil municipal de Paris éprouve un grand bonheur et un certain orgueil à vous recevoir dans la salle de ses séances; le souvenir de ces fiers par-

lementaires hongrois, qui sont les intraitables du droit, nous soutiendra dans nos discussions futures (*Bravos*), et j'ose dire que la journée du 11 juillet 1889 marquera dans l'histoire de l'Hôtel de ville de Paris. (*Applaudissements.*)

Messieurs, je vous convie à vous rendre avec nous dans nos salons, où nous aurons le grand plaisir d'entendre encore une fois la marche de Rakoczy. (*Vive la Hongrie ! — Vive la France ! — Éljen.*)

LES OUVRIERS MILANAIS

18 JUILLET 1889.

La délégation milanaise est arrivée à l'Hôtel de ville, drapeau en tête, conduite par MM. Maffi, député au Parlement italien, Berolatti, président du comité franco-italien, et Cihusi, secrétaire de la municipalité de Milan. M. Berolatti a présenté la délégation milanaise au Conseil. M. Maffi a offert au président du Conseil municipal un drapeau italien sur lequel étaient écrits ces mots : *Milano a Parigi*.

M. Chautemps a prononcé l'allocution suivante, souvent interrompue par les cris répétés de : Vive la France ! Vive l'Italie !

MESSIEURS,

Je vous remercie, Monsieur le député, et vous aussi, Monsieur le président du comité franco-italien, des paroles bienveillantes que vous venez de prononcer à l'adresse de notre pays, et je vous remercie également, Messieurs les délégués, de la chaleur avec laquelle vous vous êtes associés aux sentiments exprimés par vos éloquents interprètes. Notre gratitude, dépassant les limites de ce palais et nos frontières elles-mêmes, s'étend à tous ceux qui, à Milan, ont salué par des acclamations enthousiastes votre

départ pour la France, acclamations dont les journaux nous ont apporté l'écho, et où les cris de *Vive la France!* se mêlaient à ceux de *Vive l'Italie!* comme aux jours de Magenta et de Solferino. (*Bravos prolongés.*)

Nous sommes très touchés, croyez-le bien, de ces démonstrations, car nous tenons à l'amitié des peuples autant et plus qu'à celle des rois (*Bravos.*), et l'amitié d'un peuple frère est à nos yeux particulièrement précieuse. (*Applaudissements.*)

Frères, ne le sommes-nous pas par la langue, par le génie, par le sang, et l'union des races latines ne s'impose-t-elle pas aujourd'hui plus urgente que jamais? (*Très bien!*) Nos peuples n'ont-ils pas le devoir sacré de se soutenir mutuellement, non seulement pour eux-mêmes, mais pour l'humanité? (*Applaudissements prolongés.*)

Nous savons fort bien, en dépit de certaines apparences, que ces sentiments n'ont pas cessé d'être ceux de la nation italienne, et c'est pourquoi, Messieurs, nous recevons avec un grand bonheur et une profonde reconnaissance le présent superbe que vous nous apportez. Ce drapeau, sur lequel se trouvent inscrits, l'un à côté de l'autre, les noms des deux grandes cités de Paris et de Milan, et dont les nobles couleurs ont vaillamment fraternisé avec les nôtres sur les champs de bataille de l'indépendance italienne (*Bravos prolongés*), nous le placerons dans

notre musée municipal; il rappellera aux Parisiens de l'avenir les sympathies du peuple italien pour la France, et son adhésion aux principes proclamés par la Révolution dont vous êtes venus célébrer avec nous, Messieurs, le glorieux centenaire. (*Bravos.*)

Messieurs, encore une fois merci, et vive l'Italie! (*Bravos prolongés.*)

LE CONGRÈS D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A L'HOTEL DE VILLE

1^{er} AOUT 1889.

Les membres du Congrès international d'assistance publique sont présentés au Conseil municipal par M. Roussel, sénateur, président du Congrès.

M. Chautemps leur souhaite la bienvenue en ces termes :

MESSIEURS,

C'est avec un grand bonheur qu'au nom du Conseil municipal je vous souhaite la bienvenue dans l'Hôtel de ville de Paris. De tous les congrès auxquels l'Exposition universelle aura donné lieu, celui de l'Assistance publique ne pouvait manquer d'être l'un des plus sympathiques à notre assemblée, car nous aussi nous nous préoccupons vivement d'améliorer le sort des déshérités, des déshérités de la fortune comme de ceux de la santé, et j'ose dire que ces questions sont de celles que nous avons coutume de traiter avec le plus de passion et avec le moins de soin d'éviter la répétition.

Loin de moi, cependant, la pensée trop ambitieuse

d'assimiler notre mission à la vôtre ; nous sommes de simples administrateurs, pleins de bonne volonté, sans doute, et toujours attentifs à faire notre profit des études que des philanthropes éclairés poursuivent dans tous les pays ; mais c'est à vous, Messieurs, qu'il appartient de nous montrer la voie, et tous ceux qui ont pris la peine de lire les comptes rendus des séances de votre congrès savent quelle abondante moisson de renseignements précieux et de préceptes utiles, gouvernements et municipalités pourront y trouver.

Merci à vous, Messieurs, qui êtes accourus de toutes les parties de la France, et merci bien plus encore à vous, Messieurs les étrangers, qui avez quitté vos diverses patries, pour apporter le concours de votre propre expérience à l'œuvre de fraternité qu'ont entreprise les initiateurs du congrès, et jeter un peu plus de lumière sur les problèmes si multiples et si délicats que comporte la question vaste et complexe entre toutes de l'assistance publique.

Vous avez compris que la célébration du centenaire de la Révolution française ne pouvait comporter uniquement des illuminations et des banquets, et vous avez pensé qu'au milieu des réjouissances, d'ailleurs très légitimes, dont ce glorieux anniversaire est l'occasion, une voix devait s'élever pour plaider la cause des faibles. Cette voix se trouve être



— 56 —

celle d'une assemblée composée des hommes les plus éminents de tous les pays du monde ; nous avons confiance qu'elle sera entendue par les gouvernements de toutes les nations.



LE CONGRÈS D'HYGIÈNE

4 AOÛT 1889.

A l'ouverture du Congrès d'hygiène et de démographie, qui a eu lieu à la Faculté de médecine, sous la présidence de M. Brouardel, M. Chautemps, président du Conseil municipal de Paris, a prononcé le discours suivant :

MESSIEURS,

Je n'étais point inscrit comme devant faire un discours, et j'étais moi-même bien loin de m'attendre à prendre la parole dans cette belle cérémonie, mais M. le délégué de Bukarest vient de me provoquer d'une façon si directe et avec tant de gracieuseté, et tous les orateurs qui se sont succédé ont dit des choses si aimables à l'adresse de la ville de Paris, qu'ils m'ont imposé le devoir de répondre quelques mots.

Aussi bien, M. le professeur et président Brouardel, dans son très savant et très brillant discours, a-t-il commis un grave oubli que je lui demande respectueusement la permission de réparer. Vous avez rappelé, mon cher maître, les luttes anciennes des

médecins et des chirurgiens, et les luttes des uns et des autres contre leurs confrères inférieurs, les barbiers, et vous avez démontré combien la médecine avait gagné à ouvrir ses portes ; vous avez éloquemment salué l'avènement des ingénieurs, des architectes et des chimistes aux choses de l'hygiène, mais vous avez oublié de saluer l'avènement des dames. (*Applaudissements.*)

Mesdames, médecin moi-même, je vous souhaite la bienvenue dans le domaine de l'hygiène. (*Applaudissements.*)

Monsieur le délégué de Belgique appelait tout à l'heure la France une terre de liberté, et dans sa pensée cette appellation était un compliment des plus flatteurs. Eh bien, Monsieur le délégué de la Belgique, et vous aussi, Monsieur le sénateur italien que nous venons d'applaudir, permettez-moi de féliciter à mon tour la Belgique et l'Italie de ne pas être, à l'égard de la contagion, des terres de liberté ! (*Applaudissements.*)

Je comprends qu'en politique l'on soit libéral, et je le suis moi-même ; mais je refuse de l'être en matière sanitaire, et je n'admets pas plus la liberté d'empoisonner que celle de propager, par son incurie, la mort autour de soi. (*Applaudissements.*)

Et comment ne serait-on pas ému par les chiffres que M. Brouardel nous lisait tout à l'heure, et qui montrent la mortalité de la fièvre typhoïde variant de

2 à 90 d'une ville à une autre, suivant les mesures d'assainissement qui ont été prises? Comment ne serait-on pas frappé de voir cette maladie disparaître de telle ville d'Allemagne, de Munich, par exemple, où elle était endémique il y a trente ans, par le fait seul de la modification du système des vidanges et de l'adduction d'eaux de source, et se maintenir, au contraire, avec d'effrayantes statistiques, dans les villes comme Paris où l'on tarde à obéir aux prescriptions des hygiénistes?

N'a-t-on pas vu la mortalité par maladies zymotiques s'abaisser à Bruxelles dès les premiers mois qui ont suivi la constitution du bureau d'hygiène, dont Monsieur le délégué de Belgique nous parlait tout à l'heure avec une légitime fierté? Le même phénomène ne s'est-il pas produit en Italie presque immédiatement après la mise en vigueur de la loi dont il vient de nous être parlé, et qui organisait dans tout le royaume la défense sanitaire?

Il y a là des faits qui sont de nature à frapper les gouvernements et les municipalités et qui justifient notre présence dans vos congrès, où nous ne venons point avec l'ambition de vous instruire, mais seulement avec celle de nous éclairer. (*Applaudissements.*)

Vous avez donc un peu interverti les rôles, Messieurs les délégués des pays étrangers, lorsque vous avez remercié le Conseil municipal de Paris de s'être fait représenter à votre congrès, car c'est nous, au

contraire, qui vous devons une vive gratitude pour l'empressement avec lequel vous nous avez apporté le secours de vos lumières ; vous avez affirmé par votre présence que, s'il peut y avoir entre les hygiénistes des diverses nations une noble et féconde émulation, cette rivalité ne saurait aller jusqu'à une concurrence indigne du caractère élevé des savants qui s'adonnent à cette science utile entre toutes.

Toutes les nations sont solidaires à l'égard des microbes, et chacun sait aujourd'hui qu'il ne faut pas mesurer ses ennemis à leur taille. Vainqueur du tigre et du lion, l'homme est chaque jour le vaincu des infiniment petits.

Merci donc à vous, Messieurs, au nom du Conseil municipal de Paris, qui sera fier, jeudi prochain, de vous recevoir à l'Hôtel de ville.

Mesdames, l'Hôtel de ville, quand vous êtes absentes, est comme un jardin sans fleurs ; nous vous invitons dans les termes les plus pressants. (*Applaudissements prolongés.*)

INAUGURATION DE LA NOUVELLE SORBONNE

5 AOUT 1889.

L'inauguration de la nouvelle Sorbonne, construite aux frais de la Ville et de l'État, a été vraiment la fête de la science.

L'immense amphithéâtre présentait un spectacle des plus imposants : au centre, les professeurs des facultés, avec leurs robes et leurs toques de diverses couleurs; autour d'eux l'on pouvait voir, dans une confusion fraternelle, les bérêts de nos étudiants, les toques rouges des Italiens, les casquettes blanches des Belges et des Hollandais, les dolmans à brandebourgs des Hongrois, les écharpes blanc et rouge des Suisses, les casquettes vertes des élèves des universités de Russie, les schapskas des étudiants de Cambridge, graves avec leurs grandes robes.

Les bannières, portées par tous ces étudiants en costumes nationaux, formaient, à l'amphithéâtre, une couronne du plus pittoresque effet.

M. le Président de la République présidait la cérémonie, à laquelle assistaient plusieurs membres du Gouvernement, ainsi que de nombreux ambassadeurs et ministres plénipotentiaires : au premier rang étaient assis lord Lytton, ambassadeur d'Angleterre, et le général Menabrea, ambassadeur d'Italie.

Des discours ont été prononcés par MM. Gréard, vice-recteur de l'Académie de Paris; Hermite, professeur à la Faculté des sciences; Fallières, ministre de l'instruction publique; Chautemps, président du Conseil municipal de Paris.

Voici le discours de M. Chautemps :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
MESSIEURS,

Je ne puis me défendre d'une émotion réelle en prenant la parole dans cette cérémonie, au milieu des hommes les plus éminents du monde de l'idée, et dans ce temple nouveau et magnifique que la République vient d'élever à la science, sur le lieu même où s'est, en quelque sorte, synthétisé tout le passé intellectuel de notre pays.

L'impression que nous éprouvons ici est celle d'un profond respect, et c'est bien à tort que l'on accuserait les démocraties d'avoir banni d'elles-mêmes ce sentiment élevé ; dédaigneuses à l'égard des prétentions de la fortune et de la naissance, elles s'inclinent devant la science, et ceux-là sont les premiers à reconnaître la souveraineté bienfaisante des savants et des penseurs qui sont le moins disposés à subir une autre domination. (*Applaudissements.*)

Et comment un républicain ne serait-il pas ému par le spectacle qui s'offre en ce moment à nous, et qui évoque le souvenir de tous ces hommes illustres, savants, philosophes, historiens et poètes, dont les luttes pour l'affranchissement de la pensée ont lentement amené l'humanité à la conscience de ses droits, et qu'il est juste de saluer en ce jour comme

les précurseurs lointains de la Révolution dont nous célébrons le centenaire. (*Applaudissements.*)

Mais ce n'est pas à moi qu'il appartient de parler ici au nom de l'Université de France, de retracer sa glorieuse histoire, et de dire les espérances, déjà justifiées par les grandes choses accomplies, qu'elle peut fonder sur la République.

Le rôle du président du Conseil municipal est plus modeste ; affirmer devant vous l'intérêt que portent à la cause de l'enseignement supérieur les représentants de la population parisienne serait d'ailleurs un soin superflu (*Applaudissements*) ; les sacrifices consentis pour la reconstruction de la Sorbonne sont à cet égard le plus éloquent des discours ; ils disent assez qu'à nos yeux la puissance et la prospérité d'un pays sont intimement liées au sort qu'il sait faire à ses savants, à ses écrivains, à ses artistes, et que les sommes consacrées au développement des hautes études ne se traduisent pas seulement en progrès industriels, mais aussi en une élévation du niveau moral et intellectuel de la nation tout entière, qui centuple la valeur de l'individu et assure à un peuple l'avantage sur ses rivaux. (*Applaudissements.*)

Toutefois, Messieurs, qu'il me soit permis de rappeler que le Conseil municipal n'a pas voté sans débat les millions qui lui étaient demandés, et qu'il s'est préoccupé d'assurer à cette occasion l'essor de

l'enseignement libre. Le Gouvernement est entré libéralement dans nos vues, et tous ceux que le mérite et le caractère de leurs travaux autoriseront à réclamer un tel honneur, pourront enseigner à l'avenir aux côtés des maîtres distingués des facultés de l'Etat. C'est pour la Sorbonne une ère nouvelle qui va s'ouvrir, non moins brillante, nous en avons la ferme espérance, que celles qui l'auront précédée.

Mais est-ce à dire, Messieurs, que les vœux du Conseil municipal soient dès maintenant satisfaits ? Ce serait méconnaître toute l'étendue de son ambition ; adversaires résolus de la centralisation et de l'uniformité quand elles ne sont point imposées par des nécessités supérieures, nous nous souvenons de la noble et féconde rivalité qui animait autrefois, dans certains pays, des universités voisines, et nous avons la témérité de penser qu'en accordant à la ville de Paris le droit d'organiser des cours d'enseignement supérieur, les pouvoirs publics feraient œuvre utile pour la science et pour la République. (*Applaudissements.*)

Aujourd'hui déjà, et dans les limites très étroites que la loi fixe à notre action, nous cherchons à compléter l'enseignement universitaire, et c'est dans ce but que nous avons fondé à la Sorbonne deux cours d'un très haut intérêt : le cours d'histoire de la Révolution française et celui de philosophie biologique. Le plus ardent de nos désirs est d'être prochaine-

ment mis à même de faire davantage, et d'utiliser, au profit des hautes études, la totalité de notre bon vouloir.

Mais nous aurions quelque mauvaise grâce, Messieurs, à vous entretenir plus longuement de nous-mêmes, dans une réunion où se trouvent représentées, par leurs maîtres les plus célèbres et par leurs étudiants, la plupart des Universités étrangères. Comme la science elle-même, la solennité d'aujourd'hui est internationale (*Applaudissements prolongés*), et cette communion des hommes auxquels est confiée, dans tous les pays, l'éducation des générations nouvelles ne peut que servir puissamment à la fraternité des peuples et à la paix du monde. (*Bravos et applaudissements prolongés.*)

Je termine, Messieurs, en adressant aux délégués des Universités étrangères les souhaits de bienvenue de la ville de Paris. (*Acclamations.*)

Messieurs, Paris salue vos glorieuses bannières. (*Acclamations prolongées.*)

LES TCHÈQUES

13 AOÛT 1889.

Trois cents Tchèques, députés, conseillers municipaux de Prague et d'Agram, professeurs, commerçants et industriels, sont reçus par le Conseil municipal dans la salle de ses séances. M. Chautemps leur souhaite la bienvenue en ces termes :

MESSIEURS,

Il y a quelques semaines, nous recevions vos compatriotes, les gymnastes tchèques ; ils ont dû vous dire que partout où ils ont porté leurs pas, et dans ce palais même, leur passage a été salué par des acclamations chaleureuses et enthousiastes, nos cris de : *Vive la Bohême !* se mêlant à leurs vivats en l'honneur de la France. Nous n'éprouvons pas un moindre bonheur à vous recevoir, à votre tour, Messieurs, et à saisir cette occasion d'affirmer notre respectueuse sympathie pour la noble patrie de Jean Huss. (*Applaudissements.*)

La Bohême a un passé glorieux ; son histoire, comme celle de la France, est faite de luttes héroï-

ques et de revendications ardentes qui, toutes, ont eu pour objet cette chose si chère aux peuples supérieurs : la Liberté (*Bravos*); Français et Tchèques semblent avoir le même cœur, le même génie, et vous en donnez la preuve, Messieurs, en venant de si loin pour prendre part aux fêtes du centenaire de la Révolution française. (*Bravos.*)

Ces fêtes sont celles de la civilisation et de la paix. (*Applaudissements.*) Si quelques monarques ont un instant paru en prendre ombrage, les peuples ont refusé de s'associer à leurs inquiétudes, et rien ne pouvait nous toucher plus profondément que ces délégations nous venant chaque jour des pays les plus lointains pour affirmer les communes aspirations de tous les membres de la famille humaine vers les grands idéals de liberté, de justice et de fraternité que nos pères, il y a cent ans, ont fait entrevoir à l'humanité. (*Bravos.*)

Ces démonstrations ne seront pas une œuvre vaine; par-dessus les combinaisons des diplomates, il faudra compter désormais avec les sentiments des peuples, et les peuples sont tour à tour venus dire ici leur volonté de se soutenir et de s'aimer. (*Applaudissements prolongés.*)

M. le professeur Schmidt-Beauchez ayant exprimé les sympathies de la Bohême pour la France, M. Chautemps réplique :

Monsieur, vous avez bien voulu rappeler les splen-

deurs de l'Exposition et en reporter tout l'honneur à la France. Mais cette exposition est essentiellement universelle ; tous les peuples y ont participé plus ou moins, et la France se borne à y avoir sa part.

Toutes les nations ont donc légitimement droit aux félicitations que vous nous avez adressées. (*Applaudissements.*)

Si nous avons pris quelque peine pour faire réussir cette grandiose entreprise, combien nous en sommes récompensés par les témoignages de sympathie qui nous viennent chaque jour ! (*Bravos. — Applaudissements prolongés.*)

Aucun témoignage ne saurait être plus précieux pour nous que ceux qui proviennent de nations sympathiques à la France et en particulier de la Bohême.

Permettez-moi de répondre à vos acclamations de tout à l'heure par le cri de : Vive la Bohême ! (*Applaudissements prolongés*) et d'adresser un salut à la ville de Prague, qui est ici représentée par quelques membres de sa municipalité.

Après quelques mots prononcés par MM. Billeck, notable commerçant de Prague, le docteur Konetopski, M^{lle} Idenka Makowsky et M^{me} Ann Kresl, les délégués se retirent aux cris de : « Toujours fidèles à la France ! »

LE BANQUET DES MAIRES

18 AOUT 1889.

Journée inoubliable, qui sera une grande date dans l'histoire!

Le palais de l'Industrie, magnifiquement décoré et éclairé à la lumière électrique, offre un spectacle incomparable; treize mille magistrats municipaux sont installés dans la nef centrale, dans les côtés et au premier étage. Ils sont venus de l'Hôtel de ville en un cortège dont la tête atteignait déjà le palais de l'Industrie, quand le dernier département, celui de l'Yonne, attendait encore devant le palais municipal.

Sur leur passage, une foule compacte les a acclamés avec respect, et un million de citoyens ont confondu leurs voix avec les leurs en un immense cri de : « Vive la République! » On a vu resplendir l'unité de la France républicaine! On a senti battre le cœur de la patrie! L'enthousiasme est indescriptible.

A la table d'honneur sont assis, aux côtés de M. le Président de la République, avec tous les ministres, non seulement le président du Conseil municipal de Paris, mais le maire de Lyon, la deuxième ville de France, et les maires des deux plus petites communes représentées à cette fête; ce sont : M. Robert, maire de Bressoncourt (Haute-Marne), et M. Nolle, maire de Vandherland (Seine-et-Oise).

Déjà ils ont eu une place spéciale dans le cortège, en tête duquel marchaient, sur un même rang, le président du Conseil municipal de Paris, les maires des deux plus petites

communes, le doyen des maires d'Algérie, un caïd, le maire de Tunis et l'adjoint au maire de Saïgon. Touchante idée qui résume cette belle journée !

Deux discours sont prononcés au banquet. Celui de M. Carnot est dans toutes les mémoires.

Voici le discours de M. Chautemps :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
MESSIEURS,

Ma première parole sera pour les maires que leur âge, leur état de santé, des occupations urgentes, le défaut de fortune, ont empêché d'entreprendre un long voyage, mais qui sont par le cœur au milieu de nous ; nous avons reçu d'eux et par milliers des lettres chaleureuses et touchantes dont nous ferons, avec les vôtres, Messieurs, un livre impérissable. Ce livre dira aux générations futures qu'au banquet du 18 août 1889 il n'y avait pas d'absents, et qu'en personne ou par la pensée tous les maires de France participaient à cette nouvelle Fédération.

Jamais, en effet, depuis le 14 juillet 1790, ni dans aucun pays, pareil spectacle ne s'était vu : la Nation entière assemblée en un même lieu, non point par la réunion de ses élus politiques, mais par celle de ses magistrats municipaux, lesquels, en contact permanent et intime avec les populations, en représentent exactement les idées, les aspirations !

Oui, c'est la France elle-même que nous avons

devant nous, comme elle était au Champ-de-Mars il y a quatre-vingt-dix-neuf ans, heureuse d'être libre, débordante de fraternité, pleine de confiance dans ses destinées !

Et ce n'est plus un roi qui préside aux fêtes de la seconde Fédération, c'est un citoyen que ses éminentes qualités ont élevé, malgré sa modestie, à la première magistrature du pays.

Paris et toute la France saluent avec respect, Messieurs, l'homme intègre qui incarne, avec une autorité chaque jour grandissante, les espérances de la République et de la Patrie.

Je lève mon verre en l'honneur de M. Carnot, président de la République !

MESSIEURS,

Le Conseil municipal de Paris, voulant célébrer le centenaire de la Révolution qui a brisé les anciennes provinces, supprimé les douanes intérieures et réalisé l'unité de la patrie, ne pouvait se borner à convier les maires des anciennes communes de France ; il a fait appel à ceux de l'Algérie, notre France d'Afrique. Tunis est ici représenté par le chef de sa municipalité, et nos invitations, si le temps l'eût permis, fussent parties, également pressantes, dans toutes nos colonies, partout, en un mot, où battent des cœurs français.

Le patriotisme n'est-il pas de ces sentiments que la distance exalte ? Par delà les mers comme sur la vieille terre gauloise, tous les membres de la famille française ne fraternisent-ils pas en ce jour dans un même élan de reconnaissance envers la Révolution, qui a fait justice de longs siècles de servitude et de révoltante inégalité par la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen ? Envers la Révolution, qui a proclamé les principes dont la République a la noble mission de poursuivre, au profit de la France et de l'humanité, le triomphe complet et définitif ?

Messieurs, je bois à la République ! Je bois à M. Carnot !

LES SUISSES

20 AOUT 1889.

Quinze cents tireurs suisses remplissent la salle des séances du Conseil municipal, les couloirs d'accès, les tribunes publiques. Des événements politiques récents donnent un intérêt particulier à cette réception, qui prend les proportions d'une imposante manifestation.

M. Gavard, conseiller d'Etat de Genève, l'un des hommes d'Etat les plus sympathiques et les plus éloquents de la Suisse, a accepté la mission de présenter ses compatriotes au Conseil municipal et de parler en leur nom.

M. le président du Conseil municipal invite M. le colonel Lotz, porteur de la bannière fédérale, à prendre place sur la tribune présidentielle, à sa droite.

Puis il prononce le discours suivant :

MESSIEURS,

Notre Hôtel de ville est aujourd'hui en fête ; la façade de ce palais et cette salle même sont ornées de trophées où les couleurs fédérales se mêlent harmonieusement aux couleurs françaises. C'est que nous éprouvons, Messieurs les tireurs suisses, un grand bonheur à vous recevoir, et je suis personnellement très heureux de la mission qui m'est échue

de vous adresser le salut de Paris! (*Applaudissements. — Très bien!*) Mais cette impression d'une joie très vive n'est pas la seule que nous ressentions; il s'y joint celle d'une véritable fierté; oui, nous sommes fiers de ces démonstrations de sympathie qui nous sont faites aujourd'hui par une nation laborieuse, instruite et droite, que nous tenons en très haute estime. (*Applaudissements prolongés. — Bravos.*)

Petit pays, la Suisse est un grand peuple! (*Applaudissements.*) Elle est grande par son amour séculaire pour la liberté! (*Applaudissements unanimes.*) Elle est grande par le sentiment élevé qu'elle a de sa dignité! (*Bravos.*) Vous êtes grands, Messieurs, parce que, peuple de travail et de paix, vous sauriez verser jusqu'à la dernière goutte de votre sang pour défendre, non seulement le sol de la patrie, mais son honneur! (*Oui! Oui! — Salve d'applaudissements.*)

Vous vous êtes imposés au respect de l'Europe! Vous l'avez avertie que désormais, dans l'appréciation des questions internationales, il faudra tenir compte, non plus seulement de l'importance numérique des nations, mais de la valeur morale de leurs citoyens. (*Applaudissements.*)

Et ce n'est pas d'hier que date chez vous la conscience du soin que tout peuple doit prendre de son indépendance et de sa dignité! Votre histoire en est un glorieux témoignage, et nous en trouverions une autre preuve dans le nombre et l'ancienneté de vos

sociétés de tir, qui sont pour les nôtres des modèles précieux (*Bravos*); toujours vous vous êtes préoccupés d'entraîner votre vigoureuse jeunesse vers les grands devoirs qui pourraient un jour lui incomber, et d'entretenir chez elle ces mâles vertus qui ont soutenu vos pères dans leurs luttes pour la liberté. (*Applaudissements.*)

Vous avez atteint depuis longtemps ce résultat que tout Suisse est un soldat, et que tout soldat est un tireur habile; vous avez réalisé l'idéal de la nation armée, armée non pas contre la tranquillité de ses voisins, mais pour sa propre sécurité. (*Bravos.*)

Cependant, Messieurs, vos qualités militaires ne sont pas celles que j'ai le plus à cœur de rappeler ici. La vaillance n'exclut pas la bonté, et nous n'avons pas oublié qu'en 1871, au jour des malheurs immérités, vous avez tendu à la France meurtrie une main fraternelle. (*Applaudissements unanimes.*) Notre pays, aujourd'hui, a reconquis parmi les nations le rang qui lui appartient, mais nous ne perdrons jamais et nous transmettrons à nos enfants le souvenir des témoignages d'amitié que nous avons reçus de vous dans les jours sombres. (*Bravos.*)

Est-il besoin d'ajouter, Messieurs, que d'autres liens nous rattachent à vous? Notre jeune République est la sœur cadette de la République helvétique (*Très bien! Très bien!*); toutes deux sont étroitement unies par une communauté d'idées et d'aspirations, et qui-

conque a visité, au Champ-de-Mars, les merveilles exposées par les industriels de nos deux pays, a pu se convaincre que la liberté est pour un peuple la source la plus certaine de la grandeur et de la prospérité. (*Applaudissements prolongés.*)

Je termine, Messieurs, en saluant avec une émotion respectueuse le drapeau fédéral. (*Triple salve d'applaudissements.*)

Des vivats enthousiastes éclatent, la musique de la Garde républicaine joue l'hymne national suisse, et les délégués entonnent le chant de leur patrie. On applaudit et les Suisses agitent leurs chapeaux en criant : « Vive la République ! »

M. Gavard prononce à son tour un éloquent discours ; il affirme que la Suisse saura maintenir son indépendance *envers et contre tous*, et il salue la République française, sœur de la République helvétique.

L'enthousiasme est à son comble. Les cris de : « Vive la Suisse ! » et de : « Vive la France ! » se croisent. M. Chaumets, très ému, remercie les Suisses, au nom de la ville de Paris, par les paroles suivantes :

MESSIEURS,

Je ne saurais dire l'émotion dont mon cœur déborde. Les paroles éloquentes que vient de prononcer M. le conseiller d'Etat Gavard, précédées par l'un de vos chants nationaux et suivies par un autre de vos hymnes nationaux, vos applaudissements chaleureux, tout cela me semble être une véritable cérémonie d'adoption.

Il me semble que c'est votre République, cinq fois séculaire, qui adopte pour fille la République française. (*Applaudissements. — Cris : Vive la République française !*)

Nous vous remercions de ce témoignage de sympathie, de cette force nouvelle que vous nous avez infusée. (*Très bien ! Très bien !*)

Permettez-moi de vous remercier par ce cri dans lequel je mets tout mon cœur : Vive la Suisse ! (*Toute l'assistance est debout et salue ces paroles du cri répété de : Vive la France !*)

LES DÉLÉGUÉS OUVRIERS

20 AOUT 1889.

Plusieurs centaines de délégués ouvriers, français et étrangers, venus à Paris pour visiter l'Exposition, ont été présentés au Conseil municipal par M. Ribanier, secrétaire général de la Bourse du travail.

En leur souhaitant la bienvenue, M. Chautemps a prononcé les paroles suivantes :

MESDAMES, MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous souhaiter la bienvenue dans notre palais municipal.

Déjà les délégués de la Bourse du travail vous ont reçus au nom du Conseil municipal ; mais nous avons tenu à vous dire personnellement quel intérêt porte le Conseil à toutes les questions qui concernent le travail et les travailleurs. (*Très bien ! Très bien !*)

En effet, Messieurs, n'avez-vous pas droit, au milieu des fêtes de l'Exposition universelle, à une mention spéciale ?

L'Exposition, mais vous en êtes les collaborateurs anonymes, les héros obscurs ; c'est vous qui l'avez faite. Aussi avons-nous estimé qu'il appartenait à

des républicains de rendre à chacun la justice qui lui était due. (*Applaudissements.*)

Messieurs les délégués étrangers, je vous remercie d'une façon toute particulière d'être venus témoigner, par votre présence, de la sympathie que vos diverses nations ont pour la France. (*Marques unanimes d'approbation.*)

Vous avez compris que les fêtes du centenaire de la Révolution française n'étaient les fêtes particulières d'aucun peuple ; qu'elles étaient les fêtes de l'humanité et qu'elles seraient l'occasion d'un grand mouvement d'opinion qui tendrait à pousser les peuples, à les entraîner vers des idéals supérieurs, idéals de justice, de liberté et de fraternité ! (*Vifs applaudissements.*)

Permettez-moi de bien augurer de ces nombreuses délégations qui, chaque jour, nous viennent de toutes les parties du monde pour affirmer les communes aspirations de tous les hommes à une organisation des sociétés humaines qui soit basée sur les principes de justice et d'égalité qu'ont proclamés nos pères en 1789.

Permettez-moi plus particulièrement, puisque je parle à des ouvriers, de faire des vœux pour l'avènement d'une société où le bien-être soit réparti d'une façon plus équitable entre tous. (*Très bien ! Très bien ! — Applaudissements prolongés.*)

Encore une fois, Messieurs, je souhaite la bien-

venue à Messieurs les délégués des provinces de France et à Messieurs les délégués de l'étranger. (*Longs applaudissements et bravos.*)

Après les discours de M. Ribanier et de M. Harry Ogden, délégué américain, M. Chautemps a ajouté :

Je remercie M. le délégué américain des paroles sympathiques qu'il a dites à l'adresse de la France.

C'est avec raison qu'il a affirmé que des liens indissolubles unissaient l'Amérique et la France, liens historiques et liens naturels.

Les liens historiques, c'est le sang que nous avons versé il y a cent ans sur les champs de bataille de l'indépendance américaine.

Les liens naturels, c'est la communauté d'aspirations et d'idées qui s'accorde avec la même forme de gouvernement.

La République américaine, Messieurs les délégués, est la sœur aînée de la République française, qui cherche à marcher sur ses traces.

La liberté a fait de l'Amérique du Nord une nation puissante; notre Exposition universelle, à laquelle elle a adhéré la première, est, pour les Américains, un véritable triomphe!

LA DÉLÉGATION DE FLORENCE ET DE PISE

22 AOÛT 1889.

Le Conseil municipal reçoit, à dix heures du matin, une délégation d'artistes et d'ouvriers de Florence et de Pise.

Les délégués, précédés de leurs bannières, entrent dans la salle des séances du Conseil, en poussant le cri de : « Vive la France ! Vive Paris ! »

M. Chautemps leur adresse l'allocution suivante :

MESSIEURS,

Je vous remercie, au nom du Conseil municipal, de la démarche sympathique dont vous avez bien voulu l'honorer. Nous sommes très heureux de vous recevoir et d'affirmer de nouveau, et d'une façon éclatante, les liens historiques et, j'oserai ajouter, les liens de famille qui unissent l'Italie et la France. Ne sommes-nous pas deux nations sœurs ? Ne sommes-nous pas de même race, de même sang ?

Mais nous sommes particulièrement flattés d'ouvrir toutes grandes les portes de notre palais municipal aux citoyens de Florence et de Pise, deux grandes cités, qui, à travers le moyen âge et jusqu'à nos jours, ont jeté sur le monde, par leurs artistes, leurs

écrivains et leurs savants, de très vives lueurs, et dont il est juste d'évoquer la glorieuse histoire au milieu des splendeurs de notre Exposition universelle, car cette Exposition est comme le point culminant auquel l'humanité est lentement arrivée après des siècles de travail et d'efforts. (*Très bien !*)

Entre tous les peuples, l'Italie a joué par excellence le rôle d'éducatrice.

La Renaissance, qui a été l'aurore de la civilisation moderne, n'a-t-elle pas eu son berceau dans votre pays ; et pouvons-nous oublier que la Renaissance française fut fille de la Renaissance italienne ?

Plus récemment, les Français et les Italiens du nord ont mêlé leurs sangs généreux sur les champs de bataille de votre indépendance (*Bravos*), et plus récemment encore, au jour de nos épreuves douloureuses, Garibaldi et ses volontaires sont accourus pour apporter à la France vaincue le secours de leurs bras vaillants. (*Bravos.*)

De tels événements ne s'oublient pas, et c'est pourquoi nous avons confiance qu'en dépit des combinaisons de la diplomatie, jamais l'on ne parviendra à séparer l'une de l'autre deux nations faites pour s'aimer. Je salue, Messieurs, votre noble drapeau !

Vive l'Italie !

Des cris de : « Vive la France ! Vive l'Italie ! Vivent les deux nations sœurs ! » accueillent ce discours, auquel répondent plusieurs Italiens.

LE CONGRÈS D'ANTHROPOLOGIE

21 AOÛT 1889.

A l'occasion de la réception, à l'Hôtel de ville, des membres du Congrès d'anthropologie, qui sont présentés au Conseil municipal par M. de Quatrefages, M. Chautemps a prononcé l'allocution suivante :

MESSIEURS,

C'est un grand honneur pour le Conseil municipal que de recevoir les membres du congrès d'anthropologie, congrès où tant de nations se trouvent représentées par leurs savants les plus autorisés. Je vous adresse à tous, Messieurs, à vous qui nous venez des divers départements de France, et à vous surtout, Messieurs les savants de l'étranger, le salut respectueux de la ville de Paris.

Oui, nous vous saluons avec un respect mêlé de gratitude, car l'anthropologie n'est point une science vaine et stérile, un simple prétexte à recherches intéressantes pour les esprits d'élite ; c'est une science dont l'étude s'impose à quiconque veut pénétrer d'une façon intime la psychologie de l'homme et celle des sociétés.

Son domaine est immense : elle confine à la zoologie par son côté descriptif ; à l'histoire, par l'étude des premiers âges de l'humanité et par celle des races humaines ; à la philosophie et à l'économie sociale par les horizons nouveaux et infinis qu'elle ouvre au penseur et à l'homme politique.

La politique est, en effet, la tributaire de l'anthropologie, et Darwin, en proclamant la loi de la sélection naturelle par la persistance du plus apte, a éclairé d'un jour lumineux les phénomènes sociaux dont nous sommes chaque jour les témoins.

Mais cette loi de la concurrence vitale, qui semble légitimer l'égoïsme et concentrer toutes les aspirations de l'homme dans le souci de la conservation de son existence, cette loi de fer qui s'impose à tous les êtres, l'homme, par le perfectionnement progressif de ses facultés morales, en est arrivé à la faire fléchir, et l'on rencontre des hommes qui vont jusqu'à donner leur vie pour le salut de la patrie ou le triomphe d'une idée: (*Très bien !*)

Et c'est bien à tort que l'on accuserait l'anthropologie de porter atteinte à la dignité humaine : le spectacle de notre généalogie est loin d'être fait pour nous décourager. Quand nous rapprocherons des merveilles en ce moment accumulées au Champ-de-Mars les grossiers silex qui résumaient toute l'industrie de nos ancêtres, nous trouverons dans la petitesse de notre origine un puissant motif de croire

à la grandeur des destinées de l'humanité (*Très bien !*); nous verrons que le perfectionnement indéfini est la loi de la nature, et nous contemplerons avec un dédain bien légitime les vains efforts des écrevisses de toutes catégories qui voudraient imposer une barrière et une limite au progrès. (*Applaudissements.*)

Mais une société démocratiquement organisée, où tous seront appelés à lutter avec les mêmes armes et sans autres privilèges que ceux résultant des inégalités d'aptitude, bénéficiera plus promptement des heureux effets de la sélection naturelle qu'une société basée sur les faveurs de la naissance, et le meilleur moyen, pour un peuple, de prendre l'avance sur ses rivaux, est de s'organiser en conformité des principes de justice et d'égalité que nos pères ont proclamés en 1789. (*Très bien !*)

Tel est, Messieurs, l'enseignement qui se dégage de vos travaux, et nous ne saurions trop vous en témoigner notre profonde reconnaissance. (*Applaudissements.*)

LE CONGRÈS DES SAPEURS-POMPIERS

1^{er} SEPTEMBRE 1889.

Le dimanche 1^{er} septembre, à l'hôtel Continental, M. le préfet de police et MM. les officiers du régiment des sapeurs-pompiers de Paris offraient un banquet aux principaux membres du Congrès international des sapeurs-pompiers.

Des toasts ont été portés par MM. Lozé, préfet de police, Chautemps, président du Conseil municipal de Paris, et le colonel Ruyssen, commandant le régiment des sapeurs-pompiers de Paris.

Voici le toast de M. Chautemps :

MESSIEURS,

M. le Préfet de police, qui a bien voulu rendre hommage à la sollicitude qu'apporte le Conseil municipal dans tout ce qui concerne le service des sapeurs-pompiers — service municipal entre tous — m'a fourni, et je l'en remercie, une occasion de reconnaître publiquement les grandes qualités de dévouement, de courage et de compétence d'un corps qui est particulièrement sympathique à la population parisienne. (*Applaudissements.*)

Me faisant l'interprète des sentiments de recon-

naissance et d'admiration de mes concitoyens, je salue avec fierté notre vaillant régiment des sapeurs-pompiers, et mon salut s'adresse sans exception à tous les membres de ce corps d'élite, au distingué colonel Ruyssen, aux officiers de tous grades qui sont ses dignes collaborateurs, ainsi qu'aux sous-officiers et aux soldats, car pour l'héroïsme, Messieurs, nos pompiers sont un régiment où il n'y a jamais eu de hiérarchie. (*Applaudissements.*)

Mais ni le courage ni la science ne sont l'apanage exclusif d'aucune nation, et si j'avais, comme premier magistrat municipal, le devoir plus immédiat de remercier de leur dévouement les sapeurs-pompiers de la ville de Paris, je me hâte d'ajouter que, dans ma pensée, les mêmes éloges étaient mérités par les pompiers des villes de France et par ceux des cités étrangères qui ont bien voulu répondre à l'appel confraternel des organisateurs de ce congrès. (*Très bien !*)

Messieurs les officiers étrangers, j'ai déjà eu l'honneur, à l'Hôtel de ville, de vous souhaiter la bienvenue. Sans craindre de me répéter, je le fais de grand cœur une seconde fois, et je bois à la bonne amitié de tous nos pays ! (*Applaudissements.*)



LES ITALIENS A L'HOTEL DE VILLE

5 SEPTEMBRE 1889.

Le Conseil municipal reçoit les délégués de la démocratie italienne, les délégués des sociétés ouvrières de la Lombardie, de l'Émilie et du Piémont, et une délégation des républicains italiens de Buénos-Ayres.

Cette réception, dont s'était préoccupé le gouvernement de M. Crispi et où personne ne s'est départi de la plus rigoureuse correction internationale, n'en a pas moins été une manifestation grandiose contre la politique qui tend à opposer l'Italie à la France.

M. Chautemps salue les diverses délégations dans les termes suivants :

MESSIEURS,

Après les ouvriers milanais, qui nous ont apporté, comme gage de l'amitié de leur pays pour la France, ce drapeau que nous conservons avec un soin respectueux dans notre musée municipal, mais que nous avons fait placer, pour cette cérémonie, à nos côtés ; après les ouvriers et les artistes de Florence et de Pise, lesquels, tout en déclarant n'être investis d'aucun mandat officiel, nous ont cependant donné l'assurance que leurs sentiments étaient ceux de tous



leurs concitoyens ; après les démonstrations chaleureuses dont notre pays vient d'être l'objet de la part des étudiants des glorieuses Universités de Bologne, de Florence, de Pise, de Turin, de Padoue, de Pavie, de Naples et de Palerme, nous avons aujourd'hui le grand bonheur d'ouvrir les portes de notre palais communal aux délégués de la démocratie italienne, aux ouvriers que nous envoient les villes de la Lombardie, du Piémont et de l'Emilie, ainsi qu'aux délégués des sociétés italiennes de Buénos-Ayres. (*Bravos.*)

Messieurs, nous vous accueillons tous, délégués politiques et délégués ouvriers, avec le même cœur ; nous ne voulons point savoir si vous appartenez dans votre pays à des partis différents ; nous ne voyons en vous que l'Italie, notre sœur latine (*Très bien ! Très bien !*), et nous vous disons combien nous sommes touchés des témoignages de sympathie qui, chaque jour, nous arrivent de l'autre côté des Alpes.

Que deviennent, auprès de ces manifestations populaires, les combinaisons plus ou moins avouables de la diplomatie ? Par-dessus les traités les plus savamment combinés et au-dessus même du pouvoir des rois, il y a aujourd'hui l'opinion publique (*Oui ! Oui ! — Applaudissements prolongés*), et cette nouvelle puissance, dont aucun monarque n'oserait braver les arrêts, se prononce chaque jour avec plus de force, en Italie, contre tout projet de lutte fratri-

cide. (*Nouveaux applaudissements. — Evviva la Francia !*)

Non, la vaillante et fière patrie de Garibaldi et de Mazzini ne paraît point d'humeur à accepter le rôle sans grandeur et sans gloire que des hommes d'Etat, qui méconnaissent assurément la noblesse de son caractère, voudraient lui imposer à l'égard de la France (*Vifs applaudissements*), et c'est avec un dédain superbe qu'elle écarte les calomnies intéressées de ceux qui tentent de nous représenter à ses yeux comme une cause d'inquiétude pour la tranquillité de l'Europe. (*Bravo ! — Très bien !*)

Certes, nous sommes résolus à accepter tous les combats qui nous seront offerts ; mais ne suffit-il point de passer quelques heures parmi nous, au milieu de nos populations si confiantes et en ce moment si heureuses d'avoir pour hôtes tous les peuples de la terre, pour se rendre compte que la France n'est point un pays de haine ni de basses convoitises, mais un pays de travail, de paix et de fraternité. (*Oui ! Oui ! — Applaudissements.*) Et cette pensée ne vient-elle pas naturellement à l'esprit que ceux qui prennent tant de précautions contre nous pourraient bien se soucier moins de nos tendances belliqueuses que de la contagion inévitable des idées de justice et de liberté dont notre République, héritière de la Révolution française, a le dépôt sacré. (*Bravos prolongés.*)

Loin de nous, cependant, la pensée téméraire

d'exagérer la part qui revient à notre pays, et d'oublier l'influence qu'ont exercée d'autres nations, notamment l'Italie, dans l'histoire de la civilisation. Notre grande Révolution elle-même, qui est née du mouvement philosophique du dix-huitième siècle, n'était-elle point une descendante éloignée de la Renaissance, qui eut dans votre pays, Messieurs, par Dante, Pétrarque et Boccace, une aurore si éclatante ? (*Bravos. — Très bien !*)

Associées depuis tant de siècles dans l'œuvre de l'émancipation et de l'éducation des peuples, la France et l'Italie ne sauraient se séparer aujourd'hui. (*Non !*)

Pour le bien de l'humanité comme pour leurs propres intérêts, il importe qu'elles demeurent unies et marchent la main dans la main. (*Oui ! Toujours !*)

Messieurs, je salue les couleurs italiennes qui, de toutes parts, flottent aujourd'hui dans ce palais ; je salue plus particulièrement ce drapeau qui fut offert à Garibaldi par les dames de Chambéry, et qui est porté en ce moment par le porte-drapeau de Dijon. (*Vifs applaudissements.*) Survivants de ces combats héroïques, je vous adresse le salut fraternel de Paris. Viva l'Italia ! (*Applaudissements prolongés. — Cris répétés de : Vive la France ! Evviva la Francia ! Vive la République !*)

M. Anatole de La Forge, au nom du comité franco-italien, remercie le Président du conseil municipal pour l'accueil fraternel qui est fait aux délégations italiennes.

M. Albani présente les délégations des démocrates italiens et affirme leurs sympathies pour la France.

M. Chautemps répond :

Beaucoup des Français qui sont ici — et je suis de ce nombre — ne parlent pas italien. Mais nos peuples sont si bien faits pour s'entendre, que nous avons tous compris. (*Bravos prolongés.*)

Quand l'oreille était insuffisante, le cœur suppléait. (*Bravos. — Très bien !*)

J'adresse à toutes les délégations dont on vient de faire l'imposante énumération le salut sympathique et reconnaissant de la ville de Paris et de la France. (*Applaudissements répétés.*)

M. Imbriani, député au Parlement italien, ayant, dans un discours chaleureux, célébré l'union latine, M. Chautemps ajoute :

Vous venez de prononcer des paroles, Monsieur le député, qui iront droit au cœur de la France. Ces paroles sont revêtues dans votre bouche d'un caractère plus éclatant de force et de vérité, car nous ne pouvons oublier que le frère d'Imbriani, comme celui de Cavallotti, est tombé sur le champ de bataille de Dijon. (*Bravos. — Applaudissements. — Cris de : Vive la France ! Vive l'Italie !*)

Nous vous remercions de n'avoir pas confondu l'Empire et la France. (*Bravos.*) Nous vous remercions de ce que vous voulez bien ne vous souvenir

que de Solférino et de Magenta (*Oui ! Oui !*), et nous sommes heureux de voir les couleurs françaises et italiennes fraterniser aujourd'hui comme en ces grands jours, en ces jours de gloire d'où votre indépendance est sortie. (*Bravos prolongés.*)

Messieurs, je répète encore une fois : Vive l'Italie ! Vive la France ! pour elles-mêmes et pour l'humanité ! (*Applaudissements enthousiastes.*)

Répondant ensuite à M. Fiaider, membre du consulat ouvrier de Milan, qui a parlé au nom des délégués ouvriers italiens de la Lombardie, de l'Emilie et du Piémont, M. Chaumet s'exprime en ces termes :

Je vous remercie, Monsieur le délégué, des paroles que vous venez de prononcer, et je tiens à vous dire combien nous sommes touchés des démonstrations sympathiques des ouvriers italiens. Les démonstrations qui viennent des ouvriers sont toujours plus significatives ; ils ignorent et veulent ignorer les finesses et les hypocrisies de la diplomatie. Ils reflètent les sentiments véritables et l'âme des peuples. (*Applaudissements.*)

Puisque vous faites partie du consulat de Milan, dites bien aux ouvriers milanais que vous avez vu ici le drapeau qu'ils ont offert à la municipalité parisienne et qui porte cette touchante inscription : « Milan à Paris ! » Dites à tous vos compatriotes italiens que les républiques sont les protectrices des

intérêts des faibles, et portez notre salut fraternel aux associations ouvrières de la Lombardie, du Piémont et de l'Emilie !

M. Paul Lapierre, au nom des sociétés républicaines italiennes de Buénos-Ayres, offre au Conseil municipal une plaque de bronze destinée à rappeler les liens d'amitié qui unissent, dans le nouveau monde, les démocrates français et italiens.

Vous venez de nous prouver, Monsieur le délégué, que les océans sont impuissants, autant que les montagnes, à séparer des cœurs faits pour s'aimer ! (*Applaudissements.*)

Cette manifestation qui nous vient d'au delà des mers ne saurait nous trouver indifférents. Veuillez, Monsieur le délégué, transmettre aux sociétés républicaines italiennes de Buénos-Ayres les remerciements de Paris.

Suivant leur désir, cette plaque de bronze, qui ne peut être enfermée dans une salle, sera placée sur l'un de nos monuments publics ; il faut qu'elle soit exposée à tous les yeux pour enseigner à tous que l'amitié ne doit jamais cesser entre les deux nations italienne et française. (*Applaudissements prolongés.*)
— *Cris de : Vive la France ! Evviva la Francia !*

LE CONGRÈS DE STATISTIQUE

5 SEPTEMBRE 1889

Les membres du Congrès international de statistique sont reçus à l'Hôtel de ville, et M. Chautemps leur adresse les paroles suivantes :

C'est un très grand bonheur pour nous, Messieurs, de recevoir des savants. Ce bonheur est d'autant plus vif aujourd'hui qu'il s'agit de savants s'adonnant à une science dont les hommes politiques et les administrateurs sont les tributaires quotidiens.

Sans la statistique, il n'y a ni politique, ni économie sociale ; sans elle l'art d'administrer, comme l'art de guérir, ne serait qu'un empirisme impuissant.

Nous sommes donc heureux d'accueillir les hommes éminents qui sont venus, de tous les pays, pour aider au développement de cette science nouvelle. La statistique, qui a tiré un grand profit des congrès précédents, ne peut manquer de tirer du congrès actuel une force considérable. (*Applaudissements.*)

Je vous adresse, Messieurs, un salut de respect et de reconnaissance. (*Applaudissements prolongés.*)

M. ÉDISON A L'HOTEL DE VILLE

9 SEPTEMBRE 1889.

Un banquet est offert, à l'Hôtel de ville, par la municipalité de Paris, à M. Edison. M. Chautemps préside, ayant à sa droite M. Edison, et à sa gauche M. Yves Guyot, ministre des travaux publics.

M. Chautemps porte le toast suivant :

MESSIEURS,

Je n'ai point le projet de faire un discours, mais j'ai pensé que mes collègues du Conseil municipal m'en voudraient beaucoup si je ne me faisais l'interprète de leurs sentiments unanimes de respect et d'admiration pour le savant illustre qui a bien voulu accepter d'être ce soir notre hôte. (*Très bien!*)

M. Edison, qui a ouvert à la science des horizons nouveaux et infinis, n'est pas seulement une gloire pour sa patrie ; il honore l'humanité elle-même, pour laquelle il est un bienfait. (*Très bien! Très bien!*)

D'autres ont appliqué leur génie, en politique, à entretenir parmi les nations de funestes rivalités ; dans l'ordre scientifique, à rechercher de nouveaux engins de destruction ; mais les découvertes de

M. Edison, qui tendent à supprimer les distances et à rapprocher les peuples, sont au contraire des instruments de fraternité. (*Applaudissements.*)

L'histoire a retenu les noms de quelques grands tueurs d'hommes, mais qu'est-il resté d'eux dans le cœur des peuples? Edison dans le monde des sciences physiques, Pasteur dans celui des sciences biologiques, et notre grand et immortel Victor Hugo dans le domaine de l'idée, apparaîtront aux générations futures comme les trois points lumineux de notre siècle, et la postérité reconnaissante constatera que ces trois bienfaiteurs de l'humanité étaient les citoyens de deux républiques. (*Très bien!*)

Messieurs, je bois à la gloire de M. Edison. (*Applaudissements prolongés.*)

LES ESPAGNOLS

14 SEPTEMBRE 1889.

M. Chautemps, recevant à l'Hôtel de ville les délégués ouvriers de Barcelone, leur souhaite la bienvenue dans l'allocution suivante :

MESSIEURS,

Nous sommes très heureux, mes collègues et moi, de vous souhaiter, dans notre Hôtel de ville, une fraternelle bienvenue.

En vous recevant ici, nous acquittons, à l'égard de l'Espagne, une dette de reconnaissance, car nous n'avons pas oublié l'accueil cordial et sympathique, je devrais ajouter l'accueil plein de magnificence, fait, l'année dernière, aux délégués du Conseil municipal de Paris par la municipalité de Barcelone.

Messieurs les membres de cette municipalité qui avez bien voulu vous joindre aux délégués ouvriers ici présents, je vous prie de recevoir l'expression de notre vive gratitude et de croire qu'il s'est établi, par ces démonstrations amicales réciproques

et sincères, un lien impérissable entre les villes de Barcelone et de Paris. (*Très bien !*)

En me plaçant à un point de vue plus général, je ne puis oublier que nos deux nations, toutes deux de même sang, toutes deux de race latine, sont deux nations sœurs, et que tout ce qui arrive d'heureux à l'une ne peut être accueilli qu'avec faveur par l'autre. (*Applaudissements.*)

Aussi est-ce de grand cœur que je fais des vœux pour la prospérité de votre pays et que je salue vos nobles couleurs, mêlées sur ces murs aux couleurs françaises. (*Applaudissements.*)

Je résumerai tous mes sentiments, tous ceux de mes collègues par cette acclamation : Vive l'Espagne ! (*Applaudissements enthousiastes. — Nombreux cris de : Vive l'Espagne ! Vive la France !*)

M. Pompeyo Gener, président de la délégation, ayant célébré la gloire de Paris, M. Chautemps répond :

Vous avez bien voulu dire pour la France et la ville de Paris des choses extrêmement flatteuses, qui nous sont allées droit au cœur.

Je vous en remercie ; mais laissez-moi ajouter que je vous ai trouvé un peu modeste à l'égard de votre propre pays, et que j'aimerais à réparer certaines omissions volontaires que vous avez commises.

Vous avez dit que la France avait eu un grand rôle dans l'histoire de la civilisation ; mais l'Espagne

a eu un rôle considérable dans l'histoire de l'intelligence humaine, soit qu'il s'agisse de littérature, soit qu'il s'agisse d'art.

En littérature, et surtout dans le drame et dans la tragédie, qui ont été l'expression la plus puissante de la littérature espagnole, est-ce que Corneille, Voltaire et Molière n'ont pas été les disciples de vos maîtres ?

Pouvons-nous ne pas nous incliner devant les grands noms de Cervantes, de Lope de Vega, d'Alarcon et de Calderon ?

Et, dans l'histoire de l'art, les noms de Velasquez et de Murillo me reviennent tout naturellement à la mémoire. (*Très bien !*)

Ne nous arrêtons pas, Messieurs, à opposer nos deux pays ; mais constatons que nos deux pays forment une même famille, et que les génies les plus bienfaisants, les plus utiles à l'humanité, ont été des génies latins. (*Explosion de bravos.*)

Et ma conclusion toute naturelle, Messieurs, c'est que les membres de la famille latine doivent rester étroitement unis, non seulement pour leurs intérêts, mais pour les intérêts supérieurs de l'humanité.

Je salue, Messieurs, votre drapeau et vos bannières. (*Nombreux applaudissements. — Cris de : Vive Paris !*)

Un membre de la délégation offre au Conseil municipal un drapeau avec les couleurs de la ville de Barcelone et orné

d'un ruban aux couleurs françaises. M. Chautemps remercie en ces termes :

Messieurs, je vous remercie, au nom du Conseil municipal de Paris, du don précieux que vous voulez bien lui faire.

Nous le conserverons, soyez-en sûrs, avec un soin respectueux et nous le déposerons dans notre musée municipal.

Il sera là pour rappeler aux visiteurs, pour rappeler aux générations qui nous suivront, les excellents liens d'amitié qui n'ont cessé d'unir et qui doivent unir à tout jamais la France et l'Espagne.

Vive l'Espagne ! (*Applaudissements. — Cris de : Viva Paris ! Viva Paris ! Viva la República francesa !*)

Un vin d'honneur est ensuite offert aux délégués. Pendant ce vin d'honneur, des ouvriers romains, délégués par des sociétés diverses, viennent apporter au président du Conseil municipal l'assurance des sentiments d'amitié et de fraternité qu'éprouvent pour la France les ouvriers de Rome.

Je me réjouis de vous recevoir en ce moment, leur répond M. Chautemps ; Espagnols, Italiens et Français, sont les membres d'une même famille, et la famille latine serait ici tout entière si les Portugais, que nous recevions il y a quelques jours, étaient aujourd'hui avec nous.

LE MONUMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

15 SEPTEMBRE 1889.

L'inauguration du monument commémoratif de la Défense nationale, place de Fontenoy, a eu lieu le dimanche 15 septembre, à trois heures. Ce monument se compose d'une pyramide de granit, reposant sur un socle colossal.

Au pied du monument, on avait placé deux pièces d'artillerie et un cordon de sous-officiers de toutes les armes.

Après l'exécution de *la Marseillaise*, le voile qui recouvrait le monument est tombé, et M. le général Jeanningros a fait remise du monument, au nom du comité, à M. Chautemps, représentant la ville de Paris, qui l'a remercié en ces termes :

MESSIEURS,

On ne saurait, sans éprouver une émotion profonde, assister à une cérémonie comme celle-ci, qui rappelle tant d'héroïsme et tant de douleurs, et notre émotion est en quelque sorte centuplée par le contraste qui, en ce moment, frappe nos yeux. C'est à quelques pas de notre Exposition universelle, si gaie, si brillante, si merveilleuse, que s'élève, en un lieu sévère, ce monument destiné à perpétuer dans le cœur des Français le souvenir des héros morts

pour la défense de la patrie ; cette pyramide de granit se dresse, majestueuse et sombre, en face de la tour Eiffel, comme pour dire à ceux qui passeront devant elle : « Voilà l'œuvre de l'Empire, et voilà l'œuvre de la République ! Malheur aux peuples qui s'abandonnent ! » (*Applaudissements. — Cris de : Vive la République !*)

Oui, la France, surprise par le guet-apens du deux décembre, s'était abandonnée ; le plaisir était devenu le but de la vie ; les grands idéals s'étaient envolés, et l'Empire, au milieu de cette indifférence qu'il entretenait avec une sollicitude intéressée, détournait, en toute sécurité, les millions destinés à la défense du pays. Mais aussi le réveil fut terrible, et l'on vit, en présence d'une armée formidable par le nombre et par la discipline, des mobiles et des mobilisés que l'on improvisait soldats sans avoir de fusils à leur donner.

Les temps, Messieurs, sont aujourd'hui bien changés ; la République a réorganisé nos armées de terre et de mer, et ce n'est plus une armée que l'on opposerait à l'envahisseur, c'est la nation elle-même, confiante dans sa force et dans son droit. (*Bravo !*)

Et c'est un spectacle bien réconfortant que celui de toutes ces sociétés de gymnastique, de tir, d'exercices militaires, qui, sous l'influence d'un souffle patriotique, se sont propagées en si peu de

temps sur toute la surface du territoire, et dont un grand nombre ont voulu prendre part à cette cérémonie, groupées autour du vaillant général Jeanningros, de ce héros qui fut un brave parmi les plus braves, et qui, lui général de division, met aujourd'hui sa gloire à être le général de nos bataillons scolaires. (*Applaudissements.*)

Nul n'était mieux qualifié que le général Jeanningros pour saluer, au nom de notre armée, les enfants de la France morts pour la patrie ; les paroles éloquentes et émues qu'il vient de prononcer auront un écho dans le cœur de tous les Français. (*Très bien !*)

Messieurs, au nom du Conseil municipal, je remercie les membres du comité du monument de la Défense nationale, et je félicite M. Jules Hallais, qui a conçu et exécuté cette œuvre superbe. Au nom de la ville de Paris, je déclare recevoir ce monument, à la conservation duquel nous veillerons avec une sollicitude patriotique. (*Applaudissements prolongés.*)

LE CONGRÈS DE LA LIBRE PENSÉE

19 SEPTEMBRE 1889.

En l'absence momentanée de M. Chautemps, M. Joffrin, vice-président du Conseil municipal, souhaite la bienvenue aux membres du Congrès.

Après un discours de M. le docteur de Paepe, de Bruxelles, M. Chautemps arrive et prononce les paroles suivantes :

MESDAMES ET MESSIEURS,

Je vous prie de m'excuser si j'arrive en retard pour vous recevoir ; mais un devoir, dont il n'était pas possible de me dégager, m'a retenu, et j'ose espérer que vous ne m'en tiendrez pas rigueur. (*Applaudissements.*)

Tout d'abord, Mesdames, je tiens à vous souhaiter, d'une façon toute spéciale, la bienvenue, et à saluer votre avènement à la libre pensée. Vous êtes, dans tous les pays, les institutrices de l'enfance, les éducatrices de la jeunesse, et la conquête que nous avons faite en vous amenant à nous est précieuse pour l'émancipation de l'esprit humain, pour l'avenir de l'humanité. (*Bravos.*)

Messieurs, votre Congrès avait sa place particu-

lièrement marquée parmi les congrès dont le centenaire de la Révolution a été l'occasion. Qui donc, en effet, travaille plus que vous à continuer le mouvement d'émancipation qu'ont commencé nos pères en 1789 ?

La Révolution, il faut bien s'en pénétrer, n'a été que commencée, et ceux qui veulent la compléter ont à lutter, dans tous les pays, contre le même adversaire, partout également implacable : l'esprit de superstition est toujours et sur tous les continents au service des partis de réaction.

Et par vos luttes généreuses, vous ne servez pas seulement vos propres patries ; en travaillant à l'affranchissement des consciences, vous hâtez l'entente et la fraternité entre tous les membres de la famille humaine. (*Très bien !*)

Messieurs, ce n'est pas sans une certaine émotion que nous avons entendu le souvenir adressé tout à l'heure, et dans des termes éloquents, à nos grands morts. Veuillez en agréer toute notre gratitude.

Je terminerai, Messieurs, en faisant des vœux pour que ce Congrès soit fécond en heureux résultats et fasse progresser la cause de la libre pensée.

M. le docteur Vælker, délégué des libres penseurs allemands, remercie le Conseil municipal de l'accueil fait aux membres du Congrès.

M. Chautemps dit que les luttes soutenues par tous les esprits indépendants contre le cléricalisme

et l'esprit d'intolérance ne peuvent que hâter le moment, proche sans doute, où les liens fraternels qui unissent les hommes d'avant-garde de tous les pays feront place à la grande fraternité des peuples.

M. Schacre, délégué français, revendique pour Paris le titre de capitale de la libre pensée universelle.

M. Chautemps répond que M. Schacre a été trop loin en attribuant à Paris seul le bénéfice des progrès accomplis dans le domaine de la liberté de conscience. La présence, dans cette salle, de nombreux savants étrangers prouve, au contraire, que tous les peuples ont pris part au mouvement de la libre pensée, mouvement qui nous assure les bienfaits auxquels on vient de faire allusion. (*Applaudissements.*)

LE CONGRÈS DES CHEMINS DE FER

30 SEPTEMBRE 1889.

Le Conseil municipal reçoit les membres du Congrès des chemins de fer, qui lui sont présentés par M. Picard, conseiller d'Etat et président du Congrès.

M. Chautemps répond :

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous sommes très flattés de recevoir les membres du Congrès des chemins de fer, congrès qui, par l'importance de son objet et par la haute distinction des hommes venus de tous les pays pour prendre part à ses travaux, comptera parmi les plus utiles et les plus féconds de tous ceux dont l'Exposition universelle aura été l'occasion.

Comme vient de nous le dire avec beaucoup de raison M. Picard, les questions que vous avez traitées dans vos laborieuses séances intéressent au plus haut point la cause du progrès et celle de la civilisation ; oui, de la civilisation, car d'autres appliquent leur génie à compliquer les rapports réciproques des peuples, et vous, Messieurs, vous faites tendre tous vos efforts à faciliter les relations de

ville à ville et de nation à nation, à supprimer les distances et à confondre tous les hommes dans une même famille. (*Très bien ! — Bravos.*)

Votre congrès m'apparaît aussi comme le couronnement naturel des fêtes du centenaire de notre Révolution, qui n'a pas été seulement une révolution française, mais humaine.

Messieurs, au nom de la ville de Paris, qui est fière de vous avoir pour hôtes, je vous souhaite la bienvenue.

Au nom du Conseil municipal, je vous remercie du très grand honneur que vous lui avez fait en lui permettant de vous recevoir aujourd'hui dans ce palais. (*Applaudissements.*)

Un discours de sir Andrew Fairbairn, ancien membre du Parlement anglais, administrateur du Great Northern Railway appelle la réponse suivante de M. Chautemps :

MONSIEUR,

Je vous remercie du plus profond de mon cœur des paroles si bienveillantes et si sympathiques que vous venez de prononcer à l'adresse de la France et de la ville de Paris.

Ces paroles, Messieurs, vous les avez accueillies avec une grande faveur et je vous en remercie.

Merci encore pour les vœux que vous venez de formuler, en des termes si chaleureux, pour la pros-

périté de notre pays. Permettez-moi de saluer, à mon tour, toutes les nations qui sont représentées ici par leurs hommes les plus éminents.

Vous nous avez dit que vous avez été reçus avec beaucoup d'empressement et de cordialité ; mais la France n'a-t-elle pas donné la preuve de sa haute estime pour votre noble profession, en élevant un ingénieur à la première magistrature du pays ? (*Bravos répétés.*)

Encore une fois, Messieurs, merci pour l'honneur que vous nous avez fait en venant ici, et merci pour les bonnes paroles que nous venons d'entendre.

Je vous demanderai, maintenant, de vouloir bien nous permettre de vous faire les honneurs de notre Hôtel de ville. Vous êtes des ingénieurs ; mais les ingénieurs savent être aussi — notre magnifique Exposition l'a démontré — des architectes incomparables.

Vous pourrez donc, Messieurs, juger notre palais municipal en constructeurs et en artistes. (*Applaudissements.*)

INAUGURATION DU MONUMENT DE DALOU

LE TRIOMPHE DE LA RÉPUBLIQUE

21 SEPTEMBRE 1889.

Le monument de Dalou, élevé place de la Nation, a été inauguré le 21 septembre, au milieu d'une affluence considérable. M. Carnot présidait la cérémonie.

Deux discours ont été prononcés, le premier par M. Chautemps, le second par M. Tirard, président du conseil des ministres.

Voici le discours de M. Chautemps :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Au nom du Conseil municipal, je vous remercie d'avoir bien voulu présider à l'inauguration de ce monument grandiose et magnifique que la ville de Paris a fait élever en l'honneur de la République et qu'elle offre à la France. Nous avons confiance, Monsieur le Président, que vous le trouverez digne et de la France et de la République. (*Applaudissements.*)

Dans les choses de l'art comme en littérature, la supériorité du talent ne saurait suffire pour atteindre le sublime ; il faut encore la foi, et Dalou, malgré son

génie, n'eût pu concevoir un tel chef-d'œuvre si lui-même il n'eût été un républicain ardent et passionné. Honneur à lui, car il a conquis notre gratitude et notre admiration. (*Très bien ! Très bien ! — Applaudissements unanimes.*)

Son œuvre, en 1880, provoqua parmi les membres du Conseil municipal un véritable mouvement d'enthousiasme ; elle leur apparut comme une révélation, et le rapporteur de la Commission municipale des beaux-arts, Ulysse Parent, exprimait en ces termes le sentiment de ses collègues :

« Si l'idée religieuse, écrivait-il, avec ses symboles, qui traduisent les idées d'une métaphysique toujours obscure, a su produire des chefs-d'œuvre de l'art ; si l'idée aristocratique, avec ses délicatesses, ses raffinements, ses voluptés, ses licences, quelquefois avec sa grandeur, a pu en faire concevoir à son tour, pourrions-nous douter que l'idée démocratique, autrement haute et puissante, ne puisse en inspirer de nouveaux, qui auront, cette fois, toute la sévérité, toute la portée morale d'un enseignement? »

Messieurs, l'art nouveau, dès sa première manifestation, a justifié, par Dalou, les espérances du Conseil municipal.

Mais ce que ne pouvaient prévoir nos collègues de 1880, c'est le cadre que devaient faire à cette cérémonie d'inauguration les splendeurs d'une Expo-

sition incomparable (*Applaudissements*), et cette explosion de fraternité qui devait se produire à l'occasion du centenaire de la Révolution française parmi tous les peuples de la terre. Dalou, lui, dès le jour où il a conçu son œuvre du *Triomphe de la République*, semble avoir eu comme une vision lointaine et lumineuse des spectacles inoubliables auxquels nous venons d'assister. (*Salve d'applaudissements.*)

Oui, la République est aujourd'hui triomphante. (*Applaudissements prolongés.*) Héritière d'une situation désespérée, elle a réorganisé nos armées de terre et de mer, et fait de la France une nation qui ne saurait être pour la paix du monde une cause d'inquiétude, mais qui, confiante dans sa force, peut attendre les événements; elle a répandu l'instruction à flots et jusque dans les villages les plus reculés; elle a développé nos réseaux de routes, de chemins de fer, de canaux; elle a fait, pour la protection des faibles, des lois qui seront son honneur. Mais le plus grand de ses triomphes, n'est-ce pas la France saluée dans son Exposition universelle et dans le centenaire de son immortelle Révolution par le monde entier? (*Bravos prolongés.*) Ne sont-ce pas ces délégations venues chaque jour de tous les points du globe pour affirmer la reconnaissance de tous les membres de la famille humaine envers la nation qui a proclamé les droits de l'homme, et leurs

espérances dans la mission civilisatrice de la France républicaine ? (*Très bien ! Très bien !*)

La France, Messieurs, est devenue, par la République, plus grande que jamais dans l'estime et l'amitié des peuples.

Vive la République ! (*Triple salve d'applaudissements. — Cris unanimes de : Vive la République ! Vive le Conseil municipal !*)

M. CHAUTEMPS A LONDRES

A MANSION HOUSE

22 OCTOBRE 1889.

L'Angleterre a tous les ans, mais en miniature, son banquet des maires ; c'est le lord-maire de la Cité de Londres qui, à la fin d'octobre, convie à Mansion House les plus importants de ses collègues, les maires et prévôts (nom donné aux maires d'Ecosse) de toutes les villes de plus de cinq mille habitants, comme lui arrivés au terme de leur magistrature, les maires d'Angleterre n'étant nommés que pour un an et n'étant pas immédiatement rééligibles. C'est toujours au commencement de novembre que s'effectue la transmission des pouvoirs municipaux.

Environ quatre cents convives sont réunis dans la grande salle égyptienne du palais municipal de la Cité. M. le ministre de l'intérieur ainsi que plusieurs personnages politiques anglais assistent au dîner.

Conformément à la tradition, qui interdit aux deux lords-maires, présent et futur, de se trouver en même temps dans la même salle, M. Isaacs, le nouvel élu (lord Mayor Elect), dont l'installation n'aura lieu que le 9 novembre, est absent.

C'est d'ailleurs la première fois que le président du Conseil municipal de Paris est invité à Mansion House. M. Chautemps est revêtu de l'écharpe bleue et rouge, et porte à la boutonnière ses insignes de conseiller municipal.

Au dessert, après la cérémonie si intéressante du *Lowen-Cup*, la série des toasts, toujours longue en Angleterre, com-

mence. M. Whitehead, lord-maire de Londres, porte, en termes très gracieux, le toast de la ville de Paris et la santé particulière de M. Chautemps.

Quand le président du Conseil municipal de Paris se lève pour répondre, tous les assistants l'acclament longuement à plusieurs reprises, et ce n'est qu'au bout de quelques instants qu'il peut prononcer le discours suivant :

MYLORD-MAIRE,
MESSIEURS,

Au nom du Conseil municipal de Paris, j'ai l'honneur de saluer le lord-maire, messieurs les aldermen et tout le corps municipal de la Cité de Londres. Au nom de la ville de Paris, je salue la grande et puissante ville de Londres.

M'autorisant de ma qualité de membre du Parlement français, je me ferai l'interprète des sentiments de haute estime et de réelle sympathie que professent mes compatriotes pour la noble nation anglaise, ici représentée par les chefs des municipalités des principales villes du Royaume-Uni, et je m'associerai aux paroles de respect et d'admiration que vient de prononcer le lord-maire à l'adresse de Sa Gracieuse Majesté, dont le règne glorieux a fait bénéficier déjà nos deux pays de plus d'un demi-siècle de relations pacifiques et amicales.

MESSIEURS,

J'exprime au lord-maire ma vive gratitude pour l'honneur insigne qu'il m'a fait en m'invitant à cette

fête si brillante, et pour l'occasion qu'il m'a procurée d'acquitter plusieurs dettes de reconnaissance.

Je le remercie lui-même d'avoir bien voulu honorer de sa présence le banquet qui fut donné à l'Hôtel de ville de Paris lors de l'inauguration de l'Exposition universelle, et auquel le Conseil municipal avait convié les amis de la France. Paris ni la France n'oublieront jamais ce précieux témoignage de sympathie.

Nous n'oublierons pas davantage l'empressement avec lequel les commerçants et les industriels d'Angleterre ont répondu à notre appel, car l'éclat de la section britannique a été pour beaucoup dans le succès de la manifestation grandiose que nous avons organisée en l'honneur du travail et de la paix; et comment pourrais-je, dans ce palais de Mansion House encore tout rempli de son souvenir, ne point faire une mention spéciale de sir Polydore de Keyser, commissaire général de la section britannique, dont nous avons apprécié à Paris les hautes qualités de dévouement, d'habile administration et d'exquise courtoisie?

Je terminerai, Mylord-maire et Messieurs, en exprimant le vœu que nos deux grandes capitales ne cessent de resserrer de plus en plus les liens d'amitié qui les unissent aujourd'hui; leur entente cordiale, comme celle de nos deux pays, ne peut que

servir grandement les intérêts supérieurs de l'humanité.

J'ai l'honneur, Messieurs, de porter la santé du lord-maire et celle des membres du corps municipal de la Cité de Londres.

A FISHMONGERS HALL

23 OCTOBRE 1889.

Pendant son séjour à Londres, le Président du Conseil municipal de Paris fut l'objet, de la part des hommes les plus éminents, de l'attention la plus sympathique, et les membres du nouveau Conseil élu de Londres (*London County Council*) rivalisèrent de gracieuseté avec les dignitaires de la Cité.

Lord Rosebery, ancien ministre des affaires étrangères et président du *London County Council*, lui fit, à son château de Mentmore, une réception magnifique.

L'antique corporation des Marchands de poissons (Fishmongers), qui compte parmi ses membres un grand nombre d'hommes illustres dans les arts, les sciences, la grande industrie et la politique, voulut, elle aussi, faire honneur au représentant de Paris. Le banquet du 23 octobre 1889, servi dans le hall du magnifique hôtel que possède cette richissime corporation, près du pont de Londres, donna lieu à des témoignages réitérés de sympathie à l'égard de la France.

M. Chautemps répondit dans les termes suivants, au toast qui lui fut porté par le président :

MONSIEUR LE PRIME WARDEN,
MESSIEURS,

Ma première parole sera pour remercier la très ancienne et très illustre compagnie des Fishmongers

du grand honneur qu'elle m'a fait en m'invitant, dans son hall superbe, à cette fête magnifique. J'y vois un témoignage de haute considération et de sympathie à l'adresse de mon pays, et j'en suis profondément touché, comme je l'ai été hier soir à Mansion House, de l'accueil cordial qui a été fait au représentant de la ville de Paris par les maires des grandes villes du Royaume-Uni.

La nation anglaise, d'ailleurs, n'est point économe à notre égard de ses marques de sympathie. Il en est une qui nous est allée droit au cœur, et pour laquelle je tiens à vous exprimer de nouveau toute ma gratitude : je veux parler de la façon brillante dont l'Angleterre, par un élan spontané de ses commerçants et de ses industriels, a pris part à notre Exposition universelle, que l'on vient d'apprécier dans des termes si bienveillants.

Les exposants du Royaume-Uni se sont distingués entre tous, et les Anglais qui, à titre individuel ou comme membres de délégations diverses, sont allés cette année à Paris, ont pu, certes, y trouver d'utiles sujet d'études, mais en même temps ils ont dû ressentir une légitime fierté en parcourant les galeries de la section britannique, où le monde entier a constaté cette puissance de production et cette recherche incessante de la perfection qui indiquent un peuple laborieux, actif, d'esprit pratique et d'une grande hardiesse de conception.

Messieurs, je salue votre noble et fière nation ; je lève mon verre en l'honneur de monsieur le Prime Warden et de tous les membres de la Compagnie des Fishmongers. (*Applaudissements et hourras.*)

LE BANQUET DU LORD-MAIRE ÉLU

24 OCTOBRE 1889.

Le lendemain, jeudi, 24 octobre 1889, le président du Conseil assiste au dîner qu'offre aux shériffs, aux aldermen et aux fonctionnaires de la Cité de Londres, sir Isaacs, qui succédera, le 9 novembre, à M. Whitehead.

Le banquet a lieu dans le hall de l'hôtel de la corporation des Haberdashers.

Plusieurs membres du Parlement et M. Polydore de Kysler, commissaire général de la section britannique à l'Exposition universelle, assistent à ce dîner.

Un toast fort gracieux est porté au président du Conseil municipal de Paris, par sir Isaacs, à qui M. Chautemps répond en constatant la cordialité de l'accueil qu'il a reçu en Angleterre.

On a coutume, en France, pour désigner une hospitalité franche et généreuse, de dire que c'est une hospitalité écossaise, et véritablement, depuis trois jours que je suis à Londres, j'en suis à me demander si votre capitale ne serait point habitée exclusivement par des Écossais. Avant-hier, c'était à Mansion House que le président du Conseil municipal de Paris était reçu avec une exquise cordialité et avec une incomparable magnificence ; hier, c'était à Fishmon-

gers Hall qu'une société d'élite prodiguait à ma patrie les mêmes témoignages de sympathie, et me mettait à même d'apprécier l'influence utile que doivent exercer sur les affaires de votre pays ces *guilds* anciens et toujours jeunes, où se trouvent réunis tant d'hommes éminents dans toutes les branches de l'activité humaine ; aujourd'hui, c'est encore dans l'hôtel de l'une de vos plus importantes corporations que se continue pour moi, grâce à l'extrême amabilité de sir Isaacs, cette série de fêtes brillantes.

M. Chautemps exprime ensuite le vœu que la magistrature de sir Isaacs se poursuive dans les conditions les plus favorables pour lui-même et pour la Cité de Londres, et il termine en disant qu'il espère que le nouveau lord-maire viendra prochainement à Paris, et procurera au Conseil municipal une occasion d'affirmer de nouveau les sympathies de la ville de Paris pour la ville de Londres.

INAUGURATION DE LA STATUE

D'ÉTIENNE DOLET

19 MAI 1889.

L'inauguration du monument d'Etienne Dolet, œuvre du sculpteur Guilbert et de l'architecte Blondel, a eu lieu place Maubert, le dimanche 19 mai. La cérémonie était présidée par M. Chautemps.

De nombreuses délégations étaient groupées autour du monument, et une foule considérable était venue pour rendre hommage à la mémoire du martyr de la libre pensée.

A deux heures, le voile qui couvrait la statue est enlevé. Un cri de : « Vive la République ! » sort de toutes les poitrines. La musique joue *la Marseillaise*.

Des discours sont prononcés par MM. Chautemps, président du Conseil municipal ; Cusset et Deschamps, conseillers municipaux ; Bourneville, député de la Seine ; Rabier, député du Loiret ; Allemane, au nom des ouvriers typographes ; Keufer, au nom de la Fédération française des travailleurs du livre, Schacre, au nom de la Fédération des groupes de la libre pensée.

Voici le discours de M. Chautemps :

MESSIEURS,

Il n'y a pas encore trois siècles et demi, le 3 août 1546, sur cette même place Maubert où se trouvent

en ce moment réunis les mandataires de la population parisienne, les délégués de groupes ouvriers légalement constitués pour la défense de leurs intérêts corporatifs, les délégués de groupes publiquement organisés pour la propagation de la libre pensée, et ceux de la franc-maçonnerie ; à quelques pas du lieu où la patrie reconnaissante devait plus tard consacrer un temple à la mémoire de ses grands hommes, et où Victor Hugo, après avoir répudié toute religion révélée, devait être conduit, comme à une sorte d'apothéose, par un million de citoyens (*Applaudissements*) ; non loin de l'endroit où l'on allait élever une statue à Jean-Jacques Rousseau, et plus près encore de celui où Voltaire devait s'asseoir un jour, au milieu d'un frais jardin, sur un piédestal de granit ; dans ce quartier où les sciences, les lettres et les arts sont aujourd'hui enseignés avec tant de liberté, un homme, un savant, jeune encore et en pleine vigueur, mais affaibli par les tortures auxquelles on l'avait soumis la veille et le matin, était amené en un tombereau, de la prison de la Conciergerie, pour être pendu et brûlé, brûlé avec ses livres.

Était-ce la première fois qu'un bûcher était allumé sur la place Maubert ? Non ; du 10 novembre 1534 au 5 mai 1535, en six mois, vingt-deux personnes avaient été brûlées à l'endroit où nous sommes pour hérésie. Un jour, six hérétiques furent brûlés à la

fois, et il semble que ce fut à cette occasion que l'on se servit pour la première fois du « strappado », sorte de bascule à l'une des extrémités de laquelle était suspendu le condamné, et qui permettait de le descendre pour un moment au-dessus des flammes, puis de le remonter, afin de prolonger la durée du supplice et d'accroître la joie des pieux spectateurs. (*Très bien !*)

Vivait-on à une époque particulièrement barbare ? C'était en pleine Renaissance, sous le règne de François I^{er}, que l'on avait dénommé le Père des lettres, et à qui, cependant, la Sorbonne avait fait signer, en 1533, un édit abolissant une fois pour toutes l'art de l'imprimerie, art dangereux pour la foi catholique. (*Applaudissements prolongés.*)

François I^{er} n'était plus le jeune héros de Marignan ; le mari de la belle Ferronnière s'était vengé de cruelle façon, et le monarque n'avait plus de pensée que pour les soins physiques qu'exigeait sa triste maladie ; il était devenu l'humble esclave de l'Eglise, qui ne lui permettait d'autre société que celle de sa maîtresse et lui représentait la persécution des hérétiques et l'anéantissement de la littérature comme le moyen de racheter les péchés de sa vie. C'est ainsi que les dernières années de son règne furent marquées par d'horribles massacres : « Les trois villes vaudoises, écrit Henri Martin, et vingt-deux villages étaient détruits ; trois mille personnes mas-

sacrées, deux cent cinquante-cinq exécutées, après les massacres, sur un simulacre de jugement; six ou sept cents envoyées ramer sur les galères du baron de la Garde; beaucoup d'enfants avaient été vendus comme esclaves! ».

Mais le Midi ne fut pas seul à connaître ces horreurs; à Meaux, par exemple, quatorze bûchers furent dressés en cercle, et les condamnés furent brûlés vifs. Les gens dévôts de Paris eurent aussi les spectacles qu'ils affectionnaient.

Ainsi se passaient les choses à l'époque où nous reporte la cérémonie d'aujourd'hui, et voilà ce qu'était ce bon vieux temps auquel voudraient nous ramener ceux qui se refusent à célébrer avec nous le centenaire de la Révolution française. (*Salves d'applaudissements. — Bravos prolongés.*)

Mais Etienne Dolet, qui était-il, quels étaient ses crimes?

C'était un érudit, un grand littérateur, qui, arrivé le jour même de son supplice à la fin de sa trente-septième année, avait écrit des ouvrages considérables et rempli le monde de sa renommée.

Il n'avait pas dix-sept ans et il n'était point encore parti pour l'Italie, où il devait aller suivre les leçons des maîtres illustres de l'Université de Padoue, laquelle était alors dans tout l'épanouissement de sa gloire, que déjà il avait conçu et arrêté le plan de son grand ouvrage, les *Commentaires sur la langue la-*

tine, l'un des livres d'érudition latine les plus importants du seizième siècle. Dès 1534, Dolet, alors âgé de vingt-cinq ans, était prêt à publier les *Commentaires* ; mais il dut attendre d'y être autorisé par un privilège spécial du roi. Le Parlement, il est vrai, avait refusé au roi l'enregistrement de l'édit défendant à toute personne, sous peine de mort, d'imprimer en France n'importe quel livre, et ordonnant, sous peine du même châtiment, la fermeture de toutes les boutiques de libraire ; mais François I^{er} ne s'était point tenu pour battu, et de nouvelles lettres patentes avaient été publiées qui interdisaient de faire paraître aucun livre nouveau, toujours sous peine de mort.

Grammairien, traducteur, historien et poète, Dolet avait beaucoup écrit et dans les genres les plus divers ; et nous ne devons pas oublier, dit son savant biographe, M. Richard Copley Christie, « qu'à sa mort il n'avait que trente-sept ans, et que les quatre dernières années de sa vie furent passées presque exclusivement en prison. Quelle aurait été la réputation de Budé, de Calvin, ou même d'Erasme, si leur vie s'était terminée avec leur trente-septième année ? » (*Applaudissements prolongés.*)

Et M. Christie reprend plus loin :

« Les livres que Dolet n'écrivit pas, mais dont il fit seulement le plan, nous intéressent plus encore que ceux qu'il a composés, car ils nous aident à

mieux comprendre l'esprit, les aspirations, les visées du cicéronien passionné. L'histoire des opinions, la traduction complète de Platon, la traduction de toute la Bible, *l'Orateur François*, l'histoire de son temps, les vies des rois de France, composées à la manière de Suétone, tout nous fait admirer l'enthousiasme de Dolet, et rire, tout à la fois, de la suffisance de celui qui s'imaginait être assez compétent pour entreprendre ces travaux, ou qui pouvait croire qu'une vie suffirait pour les mener à bien. »

Et Jean Voulté écrit au cardinal de Lorraine : « Que ne peut-on attendre, à l'avenir, d'un homme doué d'un génie aussi excellent, d'une éloquence et d'une application aussi infatigables, et cherchant avec tant d'ardeur à se faire un nom immortel ? » Et Voulté dit encore que cet homme est « l'ornement du siècle et sera la gloire éternelle de la France ».

« Je ne parlerai pas, Messieurs, de l'imprimeur, car Dolet n'était pas seulement l'un des premiers hommes de lettres de son temps, il tenait encore à Lyon un atelier typographique, duquel sortirent des ouvrages estimés, et cette particularité ne surprendra point ceux qui savent qu'à son origine, l'imprimerie était un art exercé par les hommes de la plus grande science, généralement latinistes et même hellénistes distingués. Chez Robert Estienne, par exemple, « le latin était la langue que parlaient gé-

néralement dans la maison, non seulement les dix doctes aides, mais le chef, sa femme et ses enfants, et même les domestiques. »

Je laisse aux orateurs qui vont me succéder, et qui prendront ici la parole au nom des diverses corporations typographiques, le soin de nous dépeindre ce côté de la vie de notre héros, et de vous dire comment il n'hésita point à encourir les ressentiments de ses confrères, les patrons imprimeurs de Lyon, pour prendre hautement la défense des ouvriers typographes injustement opprimés. (*Applaudissements.*)

Ces ressentiments, qui s'ajoutèrent à la haine des bigots et des fanatiques, ne furent pas l'une des moindres causes des malheurs de Dolet.

Dolet fut condamné trois fois à mort.

Attaqué la nuit, dans une rue de Lyon, et se trouvant en cas de légitime défense, il avait tué son agresseur, le peintre Compaing. Ses envieux et les gens d'église voulurent profiter de cet accident pour se débarrasser de lui ; mais François I^{er} lui accorda une première fois sa grâce, à laquelle applaudirent tous les gens de lettres, tous les amis de la pensée libre et indépendante. (*Très bien ! — Bravos.*)

Vers le milieu de l'année 1542, il est poursuivi sous l'inculpation capitale d'hérésie, jeté dans la prison de l'archevêché de Lyon, et traduit devant l'inquisiteur général, qui était alors le dominicain Ma-

thieu Orry, le « Nostre maistre Doribus » de Rabelais, homme habile entre tous à arracher aux accusés des aveux et des contradictions qui permissent aux juges de se passer de preuves extérieures ; toujours en voyage d'un bout de la France à l'autre, partout il allumait des bûchers.

Ce discours est déjà bien long, Messieurs, et, cependant, il est d'un enseignement salutaire de rappeler ici que Dolet fut condamné à mort pour avoir employé le mot *fatum*, « non pas dans le sens qu'un chrétien doit donner à ce mot, mais suivant la signification que lui donnaient les anciens philosophes païens, voulant approuver la prédestination » ; pour avoir imprimé ou vendu des livres qui avaient été damnés et réprouvés, comme contenant des propositions erronées ; enfin, pour avoir mangé de la viande en carême et à d'autres époques d'abstinence. On l'avait vu, lisons-nous encore dans le livre de M. Christie, se promener pendant les heures du service divin, et on l'avait entendu dire qu'il préférerait le sermon à la messe ; enfin, on l'accusait de mettre en doute dans ses écrits l'immortalité de l'âme.

Il ne servit de rien à l'accusé d'affirmer que s'il avait mangé de la viande en carême, c'était par ordonnance de son médecin et en raison d'une maladie dont on savait qu'il souffrait ; Dolet fut reconnu coupable de pravité hérétique ; on déclara qu'il était impie, scandaleux, schismatique, hérétique, fauteur

et défenseur des hérésies et erreurs pernicieuses, et il fut condamné au bûcher.

Le condamné en appela au Parlement, qui montra combien il tenait à ne pas priver les fidèles du spectacle particulièrement attractif que leur donnerait le supplice d'un homme illustre, et François I^{er} dut s'y prendre à deux fois pour arracher aux juges leur proie ; enfin, après quinze mois d'emprisonnement, Dolet était libre, mais ses livres devaient être solennellement brûlés.

Peu de mois après, il était de nouveau en prison ; on avait saisi dans Paris deux énormes paquets contenant des livres prohibés et sur lesquels était écrit en très gros caractères le nom d'Étienne Dolet. Piège grossier, car il est bien évident que notre imprimeur, qui se savait soupçonné, n'aurait point ainsi affiché son nom !

Dolet s'échappe de prison, passe en Piémont ; puis, impatient de revoir sa femme et son fils, il franchit à nouveau les Alpes pour venir soumettre à la haute bienveillance du roi la situation qui lui a été faite par ses ennemis ; mais il est de nouveau arrêté et traduit devant le Parlement, qui le jugera sur trois chefs d'accusation : blasphème, sédition et exposition de livres prohibés.

Avait-il exposé des livres prohibés ? Il démontra le piège que lui avaient tendu ses ennemis au sujet des deux paquets.

Avait-il commis le crime de sédition? Non, à moins que l'on ne comprenne sous ce mot son attitude sympathique aux ouvriers typographes?

Enfin, avait-il blasphémé? Cléricaux, qui reprochez à la République son intolérance et ne pouvez lui pardonner d'avoir voulu faire prévaloir dans ses services publics le principe de la neutralité religieuse, qui est celui de toute laïcisation, vous vous sentirez quelque peu embarrassés en nous entendant proclamer bien haut qu'un homme de grande science a pu être livré par l'Église au bourreau sans autre crime que celui d'avoir exactement traduit quatre mots de l'*Axiochus* de Platon. (*Très bien! Très bien!*) Vainement, dans vos journaux et dans les brochures que vous répandez depuis quelques mois à profusion, essayerez-vous de donner le change à l'indignation publique, et de nous présenter Etienne Dolet comme un ivrogne, un homme immoral et un assassin; personne ne s'y trompera, et l'impatience que vous avez manifestée à l'approche du jour où devait être inauguré ce monument montre combien vous vous sentiez atteints et humiliés par le récit de ces faits. (*Applaudissements prolongés. — Bravos répétés.*)

Mais les paroles sont fugitives, et le Conseil municipal de Paris a voulu qu'un monument impérissable fût élevé sur le lieu même du martyr de Dolet, afin que les générations futures eussent sans cesse pré-

sente à la mémoire l'horreur du régime auquel nous avons été arrachés par la Révolution française.

Ce monument, Messieurs, nous en pouvons admirer aujourd'hui la grandeur et la vérité ; j'adresse à M. Guilbert, statuaire, et à M. Blondel, architecte (*Applaudissements*), l'hommage reconnaissant de la ville de Paris, car, l'un et l'autre, ils ont su se maintenir à la hauteur de leur propre réputation et s'élever à celle de la protestation sublime qu'ils avaient pour mission de rendre éternelle :

La ville de Paris relevant la libre pensée ! (*Triple salve d'applaudissements. — Très bien ! Très bien !*)

UNE DISTRIBUTION DE PRIX A MONTMARTRE

7 JUILLET 1889.

Le dimanche 7 juillet, à dix heures du matin, a eu lieu, sur la place de la mairie du dix-huitième arrondissement, la fête annuelle du prix du 14 juillet.

M. Chautemps, président du Conseil municipal, a assisté pendant quelques instants à la cérémonie et a prononcé le discours suivant :

MESDAMES, MESSIEURS, CHERS ELÈVES,

Je ne viens point vous faire un long discours. J'arrive ici comme un simple messenger : j'apporte aux administrateurs de la Caisse des écoles du dix-huitième arrondissement les félicitations du Conseil municipal, et je leur apporte aussi celles de M. le ministre de l'instruction publique, qui a bien voulu m'autoriser à parler ici en son nom.

Et, d'abord, laissez-moi vous dire combien cette fête en plein air, en pleine place publique, au milieu de la population, me touche profondément. C'est ainsi que, sous la Révolution, nos pères aimaient à célébrer librement la République et la patrie, et ces tentes garnies des jeunes soldats de nos bataillons

scolaires ne vous rappellent-elles pas, chers concitoyens, les tentes de 1792, où les enfants de Paris s'enrôlaient pour marcher à la frontière ? (*Applaudissements prolongés.*)

Populaire, cette fête l'est deux fois : elle l'est par son cadre, elle l'est aussi par son objet, et ici l'on ne saurait trop féliciter les initiateurs de ce prix du 14 juillet, décerné dans chaque école à l'élève de la première classe qui a été désigné par le suffrage universel de ses camarades, comme étant le meilleur à tous les titres.

Ainsi que le disait tout à l'heure avec beaucoup de justesse et d'autorité M. le maire du dix-huitième arrondissement, il est utile d'habituer progressivement les enfants à envisager les devoirs civiques qui pourront plus tard leur incomber (*Applaudissements*); et il est bon de dire, à l'honneur du suffrage universel, que les élèves ainsi désignés sont généralement ceux que le maître lui-même aurait choisis. (*Très bien !*)

Mais j'ai, Messieurs, une mission spéciale et fort agréable à remplir.

A côté de MM. les administrateurs de la Caisse des écoles se trouve un comité de dames déléguées qui se dévouent avec une sollicitude admirable à l'organisation et à la surveillance des cantines scolaires, à la distribution des vêtements, à l'administration des médicaments, et, vraiment, il faut le charme puis-

sant d'une femme pour rendre l'huile de foie de morue agréable à l'enfant. (*Applaudissements.*) Les dames déléguées se consacrent encore aux fêtes, aux quêtes, et rendent à la Caisse des écoles mille services très précieux.

Nous vous félicitons, messieurs les administrateurs de la Caisse du dix-huitième arrondissement, d'avoir associé la femme à votre œuvre; votre exemple mérite d'être suivi dans les autres arrondissements, car la femme seule est susceptible de ce dévouement délicat qui centuple la valeur des secours accordés. (*Très bien !*)

Parmi toutes les dames déléguées de votre Caisse des écoles, vous nous avez signalé, Messieurs, comme dévouée entre les plus dévouées, M^{me} Wiggishoff, qui est la digne épouse d'un vaillant citoyen, lui-même premier adjoint de la municipalité du dix-huitième arrondissement. (*Applaudissements.*)

Un rapide examen des travaux de votre association nous a suffi à voir, tant le nom de M^{me} Wiggishoff revient souvent dans vos comptes rendus, à quel point était légitime la réputation de bienfaisance que vous aviez faite à M^{me} la secrétaire économe de votre comité des dames déléguées, et nous avons cru faire acte de justice en demandant à M. le ministre de l'instruction publique de reconnaître, par une distinction honorifique, un si grand dévouement. (*Applaudissements prolongés.*)

Notre démarche ne pouvait être que couronnée de succès, et je tiens à dire hautement ici avec quel empressement M. le ministre a saisi cette occasion de mettre en lumière les services de M^{me} Wiggishoff. (*Vifs applaudissements.*)

MADAME WIGGISHOFF,

J'aurais voulu pouvoir vous remettre ici même les palmes académiques; mais certaines formalités, rendues inévitables par un décret récent, ne l'ont pas permis, et je ne puis que donner lecture ici de la lettre par laquelle M. le ministre m'informe que votre nomination sera comprise dans le mouvement d'ensemble du 14 juillet.

Je vous remets ce pli, qui sera pour vous un brevet provisoire, et j'y joins toutes les félicitations du Conseil municipal.

Honneur à vous, Madame, car vous avez bien mérité de la cause de l'enseignement populaire, qui est la cause de la République! (*Applaudissements prolongés.*)

INAUGURATION DE LA BOURSE DU COMMERCE

24 SEPTEMBRE 1889.

La nouvelle Bourse des marchandises, dont la création était si impatiemment attendue par le commerce parisien, a été inaugurée le 24 septembre.

On sait quel concours généreux la ville de Paris a prêté à l'érection de ce monument.

Des discours sont prononcés par M. Chautemps, président du Conseil municipal, Poubelle, préfet de la Seine, Poirrier, sénateur et président de la Chambre de commerce, Tirard, président du conseil des ministres.

M. Chautemps s'est exprimé ainsi :

MONSIEUR LE MINISTRE,
MESSIEURS,

J'ai l'honneur, au nom de la ville de Paris, de remettre au commerce parisien, et de confier à la haute sollicitude de ses représentants autorisés ce monument magnifique où va se concentrer désormais la vie commerciale et industrielle de notre grande cité ; peut-être pourrais-je dire de la France elle-même, car Paris, qui n'est pas encore port de mer, est déjà, cependant, le plus considérable de nos entrepôts. Ce n'est point seulement un grand centre de

consommation, c'est aussi un important marché international traitant avec toutes les parties du monde.

A ce marché, il manquait un organisme essentiel ; nous possédions une Bourse des valeurs financières, depuis longtemps devenue l'un des facteurs les plus incontestables de la prospérité nationale ; mais nos négociants, qui n'éprouvaient pas un moindre besoin de se grouper pour causer de leurs affaires, vendre et acheter, régulariser leurs transactions, où se réunissaient-ils ? Les uns, vers cinq heures, sous le péristyle de la Bourse ; d'autres, aux abords de la Halle aux blés, sur la voie publique ; d'autres encore au cercle du Louvre et dans des endroits divers. Le commerce parisien était ainsi dépourvu de tout lien, de toute unité, les pertes de temps étaient énormes, aucune vue d'ensemble n'était possible, les prix normaux ne pouvaient s'établir. (*Très bien ! Très bien !*)

C'est à cette situation fâcheuse qu'a voulu mettre fin le Conseil municipal ; il n'a reculé devant aucun sacrifice pour doter la place de Paris d'une Bourse du commerce qui fût en rapport avec ses besoins, et la mettre en état de lutter avantageusement avec les grandes villes de province et de l'étranger qui, depuis longtemps, nous ont précédés dans cette voie. Si nous arrivons un peu tard, Messieurs, du moins avons-nous cette satisfaction d'avoir bien fait les choses, et avons-nous le droit de penser qu'en par-

ticipant à la dépense les commerçants parisiens auront contribué à leur propre prospérité. (*Applaudissements.*)

Le palais du Commerce, que des artistes de haute valeur, architecte, peintres et sculpteurs, ont merveilleusement aménagé et décoré, ne sera pas l'un des monuments les moins intéressants de notre ville; il est d'ailleurs très heureusement situé, à quelques pas de la Banque de France, de la Poste, du ministère des finances, de la Bourse des valeurs publiques, du Tribunal de commerce, des Halles centrales et de l'Hôtel de ville, au centre même des affaires, et nous avons l'espérance que, sous la direction de la Chambre de commerce, qui a bien voulu accepter la mission importante que le Conseil municipal lui a confiée, notre Bourse des marchandises servira grandement à développer la puissance commerciale de notre pays. (*Applaudissements prolongés.*)

Le soir, à la suite de la cérémonie, la municipalité de Paris et la Chambre de commerce ont offert au commerce parisien un grand banquet, auquel assistaient plusieurs membres du gouvernement et les représentants les plus autorisés du commerce français et des commissions étrangères des pays qui ont participé à l'Exposition.

On était au lendemain du triomphe de la République sur le boulangisme, et le toast suivant de M. Chautemps, au Président de la République, a été particulièrement applaudi :

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de porter la santé de M. le Président

de la République (*Bravos*), et je suis bien sûr que tous ici, à quelque parti que vous puissiez appartenir, vous vous associerez de grand cœur à cet hommage que je rends, au nom de Paris, au chef vénéré de l'Etat. (*Applaudissements.*)

A la fin de cette Exposition, durant laquelle il s'est tant multiplié, sans ménager ni son temps, ni sa peine, ne devons-nous pas à M. Carnot un témoignage particulier de notre gratitude? (*Bravos prolongés.*) Et si notre pays s'est élevé si haut, depuis quelques mois, dans l'estime et l'amitié des nations, cela n'est-il pas dû, pour une part, à la distinction et à la cordialité avec lesquelles M. le Président de la République n'a cessé de recevoir les hôtes de la France? (*Applaudissements répétés.*)

Nul, d'ailleurs, n'eût été plus digne d'occuper, en une telle année, la première magistrature du pays. Héritier d'un nom illustre, le petit-fils de Carnot était particulièrement désigné pour présider aux fêtes de notre immortel centenaire ; ingénieur éminent, il lui appartenait mieux qu'à tout autre de faire les honneurs d'une Exposition qui a été la glorification la plus merveilleuse du travail et de la science. (*Très bien ! — Bravos.*)

Je demande la permission d'ajouter que l'autorité, chaque jour grandissante, qui s'est attachée au nom de M. Carnot, n'a pas été étrangère au triomphe que la République vient de remporter sur ses ennemis

coalisés. (*Salve d'applaudissements. — Cris de : Vive la République!*)

Messieurs, je bois à la République, en dehors de laquelle nous ne voyons pour notre pays que troubles et agitations; je lève mon verre en l'honneur de M. Carnot, président de la République. (*Triple salve d'applaudissements. — Acclamations enthousiastes.*)

A CHATEAUDUN

18 OCTOBRE 1889.

Célébration, à Châteaudun, du dix-neuvième anniversaire de la défense de cette ville, en 1870.

La ville de Paris était représentée, à cette cérémonie, par MM. Chautemps, président du Conseil municipal de Paris, et Marsoulan, membre du Conseil municipal.

M. Chautemps a prononcé le discours suivant :

MESSIEURS,

On ne saurait, sans une émotion profonde, assister à une cérémonie comme celle-ci. Les souvenirs les plus douloureux se pressent dans l'esprit, et, avec eux, les enseignements les plus sévères. On se rappelle Varize et Civry, ces deux villages de la Beauce, qui eurent la témérité sublime de s'opposer à la marche de l'envahisseur ; on pense à cette poignée de francs-tireurs de Paris, de Nantes et de Cannes, qui, joints aux vaillants citoyens de Châteaudun, arrêtaient pendant un long jour un corps d'armée de dix mille hommes, et l'on se demande comment un pays qui a enfanté de tels héros a pu se laisser écraser et mutiler.

C'est que ce pays, valeureux entre tous, s'était laissé surprendre ; il s'était endormi dans la servitude et il se réveillait dans la défaite. Malheur aux peuples qui s'abandonnent !

Mais la France, Messieurs, est aujourd'hui bien résolue à ne plus s'abandonner ; redevenue, par la République, une nation forte et respectée, elle vient de signifier à ceux qui avaient conçu le projet audacieux de l'asservir sa volonté de rester libre. Sa réponse a été catégorique, et les partisans des régimes déchus, découragés et déconcertés, visiblement honteux des alliances inavouables par lesquelles ils se sont consciemment déshonorés, cherchent avec anxiété leur voie ; ne finiront-ils point par comprendre qu'en présence de l'étranger qui nous observe et dans les circonstances difficiles que traverse la patrie, au double point de vue de la défense de ses intérêts économiques et de la conservation de la paix, l'union s'impose à tous les Français, et qu'il n'y a plus désormais d'union possible que dans la République !

Oui, Messieurs, on a beaucoup parlé de la concentration du parti républicain, et le moment est venu où il faudrait parler plutôt de la concentration de tous les Français dans un commun dévouement à la patrie et à la République. Ne vous semble-t-il pas que, si les glorieux morts du 18 octobre 1870 qui reposent en ce lieu pouvaient sortir de leurs tom-

beaux, ce serait pour nous dire : « Frères, souvenez-vous qu'aux jours sombres où nous sommes tombés pour la France, l'amour de la patrie n'était le monopole d'aucun parti, et que tous les Français, avec un égal courage, ont vaillamment fait leur devoir. Trêve aux stériles querelles ! Vous, monarchistes, comprenez enfin la vanité de vos espérances, et ralliez-vous par patriotisme à la République, dont votre opposition ne peut que troubler la marche sans l'arrêter, et vous républicains, ouvrez largement vos portes : la France n'a pas de trop du dévouement de tous ses enfants. »

Je souhaite, Messieurs, que cette cérémonie, à la fois si imposante et si touchante, laisse dans nos cœurs une impression durable de concorde et d'union.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages .
PRÉFACE	v
Discours inaugural de présidence.....	1
Fêtes de Marceau à Chartres	5
Banquet des chambres syndicales au Grand-Hôtel....	10
Pose du drapeau sur la tour Eiffel.....	15
Le banquet de l'Hôtel de ville.....	18
Quinzième fête fédérale de gymnastique : le banquet..	21
Le défilé	24
Banquet des commissions étrangères.....	27
Le Congrès des gens de lettres à l'Hôtel de ville.....	29
Les ingénieurs américains.....	33
Le Congrès des gens de lettres à l'hôtel Continental..	36
Inauguration de la statue « la Liberté éclairant le monde ».....	38
Le défilé des sociétés de musique.....	42
Les Hongrois.....	46
Les ouvriers milanais.....	51
Le Congrès d'assistance publique à l'Hôtel de ville...	54
Le Congrès d'hygiène.....	57
Inauguration de la nouvelle Sorbonne.....	61
Les Tchèques	66
Le banquet des maires.....	69
Les Suisses.....	73
Les délégués ouvriers.....	78
La délégation de Florence et de Pise.....	81
Le Congrès d'anthropologie.....	83
Le Congrès des sapeurs pompiers.....	86
Les Italiens à l'Hôtel de ville.....	88

	Pages.
Le Congrès de statistique.....	95
M. Edison à l'Hôtel de ville.....	96
Les Espagnols.....	98
Le monument de la Défense nationale.....	102
Le Congrès de la libre pensée.....	103
Le Congrès des chemins de fer.....	108
Inauguration du monument de Dalou : le Triomphe de la République.....	111
M. Chautemps à Londres. A Mansion House.	115
A Fishmongers Hall.....	119
Le banquet du lord-maire élu ..	122
Inauguration de la statue d'Étienne Dolet.....	124
Une distribution de prix à Montmartre	133
Inauguration de la Bourse du commerce.....	139
A Châteaudun.....	144